



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 2 SEPTEMBRE 2026
GEMEENTERAAD VAN 2 SEPTEMBER 2026**

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

02.09.2026/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

02.09.2026/A/0003 **Retrait des fonctions de Mme ÜNVER Aynur suite à la cessation de l'incompatibilité ; Installation de Mme KAVAK Rukiye, vérification des pouvoirs et prestation de serment.**

Le Conseil communal,

Vu la décision du Conseil communal du 23 avril 2025 d'installer Mme ÜNVER Aynur, 2ème suppléante de la liste 5 venant en ordre utile pour remplacer en qualité de Conseillère communale Mme KAVAK Rukiye, en incompatibilité de siéger ;

Vu le courrier du 3 août 2026 par lequel Mme KAVAK Rukiye a expressément fait connaître sa volonté de mettre fin à ses fonctions de secrétaire administrative à l'essai et a sollicité que sa démission prenne effet au 31 août 2026 ;

Vu la décision du Conseil communal du 2 septembre 2026 d'acter la démission volontaire de Mme KAVAK Rukiye avec effet au 31 août 2026 ;

Vu l'article 73, § 4 de la Nouvelle Loi Communale, citant notamment que « L'élu qui n'est pas installé en raison de l'application d'une règle d'incompatibilité conserve le droit d'être admis ultérieurement à prêter serment et est remplacé par le suppléant classé en ordre utile sur la liste sur laquelle il a été élu et prend la place de ce dernier sur la liste des suppléants. Lorsque l'incompatibilité cesse, il peut prêter serment et la personne qui l'a remplacé en tant que Conseiller est à nouveau classée premier suppléant. » ;

Considérant que, désormais, la situation d'incompatibilité ayant affecté Mme KAVAK Rukiye a cessé ;

Considérant qu'en conséquence de la cessation de l'incompatibilité de Mme KAVAK Rukiye, il y a lieu de retirer Mme ÜNVER Aynur de ses fonctions de conseillère communale à compter du 2 septembre 2026 et de faire prêter serment à Mme KAVAK Rukiye ;

Considérant que Mme KAVAK Rukiye est Belge, qu'elle est âgée de 47 ans et qu'elle est domiciliée dans la commune, Rue Potagère 64 ;

Attendu qu'elle réunit, par conséquent, les conditions d'éligibilité, de capacité et de compatibilité requises par la loi ;

ARRÊTE :

Que, vu la cessation de la situation d'incompatibilité de Mme KAVAK Rukiye, Mme ÜNVER Aynur est retirée de ses fonctions de Conseillère communale à compter du 2 septembre 2026 et réintègre sa place de 2^{ème} suppléante de la liste 5 ;

Les pouvoirs de Mme KAVAK Rukiye, en qualité de Conseillère communale sont validés ;

Mme KAVAK Rukiye prête le serment suivant :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge ».

M. le Bourgmestre-Président lui en donne acte et la déclare installée dans ses fonctions à compter du 2 septembre 2026.

02.09.2026/A/0005 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24 juin 2026 ; Approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 24 juin 2026, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 24 juni 2026 ; Goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 24 juni 2026. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

02.09.2026/A/0006 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 30 juin 2026 ; Approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 30 juin 2026, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 30 juni 2026 ; Goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 30 juni 2026. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

02.09.2026/A/0007 **Tableau de préséance des Conseillers communaux.**

Le tableau de préséance des Conseillers communaux est arrêté comme suit :

N° d'ordre	Nom, prénom Adresse	Date de naissance	Date d'entrée au Conseil communal
1	KIR Emir Square Armand Steurs 9	17/10/1968	10/01/2001
2	NAMLI Nezahat Rue Marie-Thérèse 105	15/07/1964	10/01/2001
3	JABOUR Mohammed Rue Van Bommel 22	24/04/1961	10/01/2001
4	ILUNGA KABULU Dorah Avenue des Arts 12	28/06/1968	28/11/2001
5	ÖZKONAKCI Kadir Rue Potagère 104	01/04/1963	01/12/2006
6	MEDHOUNE Ahmed Rue du Châlet 5	31/12/1962	01/12/2006
7	BOÏKETÉ Philippe Chaussée de Louvain 128	28/01/1978	07/12/2012
8	DISLI Halil Rue Tiberghien 32	10/10/1963	07/12/2012
9	ÖZLÜCANBAZ Hatice Rue Verte 39	17/08/1976	01/12/2018
10	AKYOL Safa Place François Bossuet 3	03/06/1994	01/12/2018
11	LUAHABI Ismail Rue des Secours 27	16/08/1979	01/12/2018
12	BASSAMBI Yves Rue Verbist 87	28/05/1977	01/12/2018
13	MHADI Malika Rue du Méridien 23	15/08/1962	01/12/2018
14	LEMAIRE Pascal Place Saint-Lazare 5/C15	22/03/1983	24/04/2019

15	AKKAS Halit Rue Joseph Dekeyn 35	31/05/1980	24/03/2021
16	AKTAS Seydi Rue des Deux Tours 107	17/06/1973	07/04/2025
17	LOUKILI Nouhayla Rue Saxe-Cobourg 21	03/11/1992	07/04/2025
18	BYL Marie-José Rue Saxe-Cobourg 7 bte 2	24/12/1967	07/04/2025
19	NGONGO Stéphanie Rue Saint-François 44	29/01/1993	07/04/2025
20	MARA Gabriela Rue du Progrès 19 bte 1	05/05/1978	07/04/2025
21	SMAHI Mouaad Rue Saxe-Cobourg 14 bte 4	13/12/1981	07/04/2025
22	GÖKBURUN Ismail Chaussée de Louvain 131	06/06/1967	07/04/2025
23	KASKO Sofia Rue de la Poste 48	23/05/1986	07/04/2025
24	MOUHSSIN Ahmed Rue de la Limite 20	23/08/1967	07/04/2025
25	HUYGHE Filip Rue du Marché 46	01/10/1971	07/04/2025
26	BENHAMMOU Saïd Rue des Deux Eglises 80	07/09/1986	07/04/2025
27	VERMEULEN Yanti Rue Braemt 120	02/08/1998	21/05/2025
28	DAOUD Moustafa Rue Amédée Lynen 17 / K13	18/07/1978	24/09/2025
29	KAVAK Rukiye Rue Potagère 64	08/02/1979	02/09/2026

Ranglijst van de Gemeenteraadsleden.

De voorrangstabel van de Gemeenteraadsleden wordt als volgt vastgesteld :

<i>Rang- orde</i>	<i>Naam, voornaam Woonplaats</i>	<i>Geboortedatum</i>	<i>Datum van opname In de Gemeenteraad</i>
1	KIR Emir Armand Steurssquare 9	17/10/1968	10/01/2001
2	NAMLI Nezahat Maria-Theresastraat 105	15/07/1964	10/01/2001
3	JABOUR Mohammed Van Bommelstraat 22	24/04/1961	10/01/2001
4	ILUNGA KABULU Dorah Kunstlaan 12	28/06/1968	28/11/2001
5	ÖZKONAKCI Kadir Waarmoesstraat 104	01/04/1963	01/12/2006
6	MEDHOUNE Ahmed Chaletstraat 5	31/12/1962	01/12/2006
7	BOÏKETÉ Philippe Leuvensesteenweg 128	28/01/1978	07/12/2012
8	DISLI Halil Tiberghienstraat 32	10/10/1963	07/12/2012
9	ÖZLÜCANBAZ Hatice Groenstraat 39	17/08/1976	01/12/2018
10	AKYOL Safa François Bossuetplein 3	03/06/1994	01/12/2018
11	LUAHABI Ismail Hulpstraat 27	16/08/1979	01/12/2018
12	BASSAMBI Yves Verbiststraat 87	28/05/1977	01/12/2018
13	MHADI Malika Middaglijnstraat 23	15/08/1962	01/12/2018

14	LEMAIRE Pascal Sint-Lazarusplein 5/C15	22/03/1983	24/04/2019
15	AKKAS Halit Joseph Dekeynstraat 35	31/05/1980	24/03/2021
16	AKTAS Seydi Tweetorenstraat 107	17/06/1973	07/04/2025
17	LOUKILI Nouhayla Saksen-Coburgstraat 21	03/11/1992	07/04/2025
18	BYL Marie-José Saksen-Coburgstraat 7 bus 2	24/12/1967	07/04/2025
19	NGONGO Stéphanie Sint-Franciscusstraat 44	29/01/1993	07/04/2025
20	MARA Gabriela Vooruitgangstraat 19 bte 1	05/05/1978	07/04/2025
21	SMAHI Mouaad Saksen-Coburgstraat 14 bus 4	13/12/1981	07/04/2025
22	GÖKBURUN Ismail Leuvensesteenweg 131	06/06/1967	07/04/2025
23	KASKO Sofia Poststraat 48	23/05/1986	07/04/2025
24	MOUHSSIN Ahmed Grensstraat 20	23/08/1967	07/04/2025
25	HUYGHE Filip Marktstraat 46	01/10/1971	07/04/2025
26	BENHAMMOU Saïd Tweekerkenstraat 80	07/09/1986	07/04/2025
27	VERMEULEN Yanti Braemtstraat 120	02/08/1998	21/05/2025
28	DAOUD Moustafa Amédée Lynenstraat 17 / K13	18/07/1978	24/09/2025

29	KAVAK Rukiye	08/02/1979	02/09/2026
	Waarmoesstraat 64		

02.09.2026/A/0008 **Personnel communal non enseignant ; Refonte complète du cadre du personnel communal non enseignant ; Adoption d'un nouveau cadre statutaire et contractuel.**

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, notamment les principes d'autonomie communale et d'organisation des pouvoirs locaux ;

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment son article 145, en ce qui concerne le cadre et les conditions de recrutement et d'avancement du personnel communal ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, tel que modifié ;

Vu la Circulaire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 avril 1994 relative à la Charte Sociale applicable au personnel des administrations locales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 ;

Vu les dispositions applicables aux relations collectives de travail dans le secteur public et à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les délibérations antérieures du Conseil communal relatives au cadre du personnel communal non enseignant, et notamment celles des 30 juillet 1997, 30 juin 1999, 19 juin 2002, 24 novembre 2004, 30 mars 2005, 12 octobre 2005, 29 décembre 2010, 25 mai 2011, 11 décembre 2019 et 18 juin 2025 ;

Considérant que les cadres actuellement en vigueur résultent principalement de modifications successives intervenues au fil des années et ne correspondent plus pleinement à l'organisation actuelle de l'Administration communale ;

Considérant que l'évolution des missions communales, de l'organisation des services, des besoins de la population, des exigences réglementaires et des compétences nécessaires justifie une actualisation globale du cadre du personnel ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal, dans le cadre de son autonomie et de sa compétence en matière d'organisation des services communaux, de veiller à l'adéquation du cadre du personnel avec les missions effectivement assumées par la Commune ;

Considérant que la Charte Sociale constitue le cadre de référence de la gestion des ressources humaines des pouvoirs locaux bruxellois et que l'élaboration d'un cadre doit tenir compte des missions de la commune ainsi que des moyens humains nécessaires à leur réalisation ;

Considérant que le nouveau cadre vise principalement à mettre en concordance la structure des emplois avec la réalité de l'Administration, notamment par la réorganisation, l'actualisation et la rationalisation des emplois existants ;

Considérant que cette refonte ne constitue pas, par elle-même, une décision de recrutement, de nomination, de promotion, de mobilité, d'affectation ou d'engagement et ne crée aucun droit individuel à une modification de la situation administrative ou pécuniaire d'un agent ;

Considérant que toute occupation effective d'un emploi demeure soumise aux dispositions légales, réglementaires, statutaires et contractuelles applicables, aux procédures requises, aux disponibilités budgétaires et aux décisions des autorités

compétentes ;

Considérant que la présente refonte est réalisée dans le respect des crédits budgétaires et des prévisions financières de la Commune et n'a pas, à elle seule, pour effet d'augmenter l'enveloppe globale des dépenses de personnel ;

Considérant que le tableau comparatif annexé permet d'assurer la correspondance entre l'ancien cadre, les fonctions effectivement exercées et le nouveau cadre proposé ;

Considérant que le nouveau cadre comprend notamment les catégories suivantes :

- personnel administratif ;
- personnel contractuel relevant du Contrat de Sécurité, Société et Renouveau Urbain ;
- personnel technique ;
- personnel ouvrier ;
- personnel de soins et d'assistance ;
- personnel d'animation et de surveillance ;
- personnel bibliothécaire ;
- personnel des cabinets du Bourgmestre et des Échevins ;

Considérant que les nouvelles dénominations et fonctions reprises dans le cadre correspondent à des besoins identifiés de l'Administration et visent notamment à mieux refléter les responsabilités et spécialisations effectivement exercées ;

Considérant que la présente refonte ne modifie pas, par elle-même, les statuts administratif et pécuniaire applicables au personnel communal ;

Considérant que les situations administratives et pécuniaires individuelles demeurent régies par les dispositions statutaires et contractuelles applicables ;

Considérant que le projet de nouveau cadre a été soumis au Comité Particulier de Négociation compétent conformément aux dispositions applicables ;

Vu que ce point a fait l'objet de discussions lors des Comités particuliers de négociation des 17 septembre 2025, 21 novembre 2025 et 24 août 2026, ainsi que lors d'un groupe de travail en date du 15 octobre 2025 ;

Considérant que le nouveau cadre répond aux nécessités actuelles de fonctionnement de l'Administration communale et repose sur des éléments objectifs et documentés ;

Considérant que la présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément aux dispositions applicables ;

Décide :

1. D'arrêter, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente délibération, le nouveau cadre du personnel communal non enseignant de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, conformément aux tableaux annexés, lesquels font partie intégrante de la présente délibération.

Le nouveau cadre comprend notamment :

- le cadre du personnel administratif ;
- le cadre contractuel du Contrat de Sécurité, Société et Renouveau Urbain ;
- le cadre du personnel technique ;
- le cadre du personnel ouvrier ;
- le cadre du personnel de soins et d'assistance ;
- le cadre du personnel d'animation et de surveillance ;
- le cadre du personnel bibliothécaire ;
- le cadre du personnel des cabinets du Bourgmestre et des Échevins.

2. De constater que le nouveau cadre est établi sur la base de l'organisation des services communaux, des missions effectivement exercées, des besoins opérationnels et de la situation des emplois et du personnel en fonction au 1er septembre 2026, cette date constituant la date de référence de l'état des lieux ayant servi à son élaboration.

3. De constater que l'adoption du nouveau cadre constitue une mesure d'organisation

des emplois et n'emporte, par elle-même, aucune décision individuelle de recrutement, de nomination, de promotion, de mobilité, d'affectation ou d'engagement.

Toute mesure individuelle demeure soumise aux dispositions légales, réglementaires, statutaires et contractuelles applicables ainsi qu'aux procédures requises.

4. De constater que la présente refonte est réalisée dans le respect des crédits budgétaires et des prévisions financières de la Commune et n'a pas, à elle seule, pour effet d'augmenter l'enveloppe globale des dépenses de personnel.

5. De remplacer, à compter de l'entrée en vigueur du nouveau cadre, les cadres du personnel communal non enseignant résultant des délibérations antérieures, dans la mesure où ils portent sur les emplois désormais repris dans les tableaux annexés.

Cette abrogation n'emporte aucune modification automatique des situations administratives ou pécuniaires individuelles, lesquelles restent régies par les dispositions légales, réglementaires, statutaires et contractuelles applicables.

6. De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de l'exécution de la présente délibération et de sa transmission à l'autorité de tutelle conformément aux dispositions applicables.

7. De lancer, en collaboration avec l'École Régionale d'Administration Publique (ERAP), un chantier visant à réexaminer et à actualiser le cadre du personnel, afin de poursuivre la modernisation de l'Administration communale et de l'adapter à l'évolution des missions, des besoins des services, des compétences et des modes de fonctionnement, dans le respect des dispositions légales, statutaires et budgétaires applicables.

Gemeentelijk niet-onderwijzend personeel; Volledige herziening van het personeelskader van het gemeentelijk niet-onderwijzend personeel ; Vaststelling van een nieuw statutair en contractueel personeelskader.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Grondwet, meer bepaald de beginselen van gemeentelijke autonomie en de organisatie van de lokale besturen ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 145, wat betreft het personeelskader en de voorwaarden inzake aanwerving en bevordering van het gemeentepersoneel ;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overmaking aan de Regering van de akten van de gemeentelijke overheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd;

Gelet op de Omzendbrief van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 april 1994 betreffende het Sociaal Handvest dat van toepassing is op het personeel van de plaatselijke besturen ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017;

Gelet op de bepalingen die van toepassing zijn op de collectieve arbeidsverhoudingen in de overheidssector en op de onderhandelingen met de representatieve vakorganisaties ;

Gelet op de eerdere beraadslagingen van de Gemeenteraad betreffende het personeelskader van het gemeentelijk niet-onderwijzend personeel, en inzonderheid deze van 30 juli 1997, 30 juni 1999, 19 juni 2002, 24 november 2004, 30 maart 2005, 12 oktober 2005, 29 december 2010, 25 mei 2011, 11 december 2019 en 18 juni 2025 ;

Overwegende dat de thans geldende personeelskaders hoofdzakelijk het resultaat zijn van opeenvolgende wijzigingen die in de loop der jaren werden doorgevoerd en niet

langer volledig overeenstemmen met de huidige organisatie van het gemeentebestuur ;

Overwegende dat de evolutie van de gemeentelijke opdrachten, de organisatie van de diensten, de behoeften van de bevolking, de reglementaire vereisten en de vereiste competenties een globale actualisering van het personeelskader rechtvaardigt ;

Overwegende dat het aan de Gemeenteraad toekomt om, binnen het kader van zijn autonomie en zijn bevoegdheid inzake de organisatie van de gemeentelijke diensten, toe te zien op de afstemming van het personeelskader op de opdrachten die daadwerkelijk door de Gemeente worden uitgevoerd ;

Overwegende dat het Sociaal Handvest het referentiekader vormt voor het personeelsbeleid van de Brusselse lokale besturen en dat bij de opstelling van een personeelskader rekening moet worden gehouden met de opdrachten van de gemeente en met de personele middelen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering ervan ;

Overwegende dat het nieuwe personeelskader voornamelijk tot doel heeft de structuur van de betrekkingen af te stemmen op de realiteit van het gemeentebestuur, met name door de reorganisatie, actualisering en rationalisering van de bestaande betrekkingen ;

Overwegende dat deze hervorming op zichzelf geen beslissing tot aanwerving, benoeming, bevordering, mobiliteit, aanwijzing of indienstneming vormt en geen individueel recht creëert op een wijziging van de administratieve of geldelijke situatie van een personeelslid ;

Overwegende dat elke effectieve bezetting van een betrekking onderworpen blijft aan de toepasselijke wettelijke, reglementaire, statutaire en contractuele bepalingen, aan de vereiste procedures, aan de beschikbare begrotingsmiddelen en aan de beslissingen van de bevoegde overheden ;

Overwegende dat deze hervorming wordt uitgevoerd met inachtneming van de begrotingskredieten en de financiële vooruitzichten van de Gemeente en op zichzelf niet tot gevolg heeft dat de globale personeelsuitgaven worden verhoogd ;

Overwegende dat de bijgevoegde vergelijkende tabel het mogelijk maakt de overeenstemming vast te stellen tussen het oude personeelskader, de daadwerkelijk uitgeoefende functies en het voorgestelde nieuwe personeelskader ;

Overwegende dat het nieuwe personeelskader met name de volgende categorieën omvat :

- administratief personeel ;
- contractueel personeel dat valt onder het Contract voor Veiligheid, Samenleving en Stadsvernieuwing ;
- technisch personeel ;
- arbeiderspersoneel ;
- personeel voor verzorging en bijstand ;
- personeel voor animatie en toezicht ;
- bibliotheekpersoneel ;
- personeel van de kabinetten van de Burgemeester en de Schepenen ;

Overwegende dat de nieuwe benamingen en functies die in het personeelskader zijn opgenomen, beantwoorden aan vastgestelde behoeften van het gemeentebestuur en er met name toe strekken de daadwerkelijk uitgeoefende verantwoordelijkheden en specialisaties beter weer te geven ;

Overwegende dat deze hervorming op zichzelf geen wijziging brengt in de administratieve en geldelijke rechtspositieregelingen die van toepassing zijn op het gemeentepersoneel ;

Overwegende dat de individuele administratieve en geldelijke situaties geregeld blijven door de toepasselijke statutaire en contractuele bepalingen ;

Overwegende dat het ontwerp van nieuw personeelskader overeenkomstig de toepasselijke bepalingen werd voorgelegd aan het bevoegde Bijzonder Onderhandelingscomité ;

Aangezien dit punt werd besproken tijdens de Bijzondere Onderhandelingscomités van 17 september 2025, 21 november 2025 en 24 augustus 2026, alsook tijdens een

werkgroep op 15 oktober 2025;

Overwegende dat het nieuwe personeelskader beantwoordt aan de huidige behoeften van de werking van het gemeentebestuur en berust op objectieve en gedocumenteerde elementen ;

Overwegende dat deze beslissing overeenkomstig de toepasselijke bepalingen aan de toezichthoudende overheid zal worden overgemaakt ;

Beslist:

1. Het nieuwe personeelskader van het gemeentelijk niet-onderwijzend personeel van de gemeente Sint-Joost-ten-Node vast te stellen vanaf de datum van inwerkingtreding van deze beraadslaging, overeenkomstig de bijgevoegde tabellen, die integraal deel uitmaken van deze beraadslaging.

Het nieuwe personeelskader omvat met name :

- het personeelskader van het administratief personeel ;
- het contractueel personeelskader van het Contract voor Veiligheid, Samenleving en Stadsvernieuwing ;
- het personeelskader van het technisch personeel ;
- het personeelskader van het arbeiderspersoneel ;
- het personeelskader van het personeel voor verzorging en bijstand ;
- het personeelskader van het personeel voor animatie en toezicht ;
- het personeelskader van het bibliotheekpersoneel ;
- het personeelskader van het personeel van de kabinetten van de Burgemeester en de Schepenen.

2. Vast te stellen dat het nieuwe personeelskader werd opgesteld op basis van de organisatie van de gemeentelijke diensten, de daadwerkelijk uitgeoefende opdrachten, de operationele behoeften en de situatie van de betrekkingen en het personeel in dienst op 1 september 2026, waarbij deze datum de referentiedatum vormt van de inventaris die aan de opstelling ervan ten grondslag ligt.

3. Vast te stellen dat de goedkeuring van het nieuwe personeelskader een maatregel inzake de organisatie van de betrekkingen vormt en op zichzelf geen individuele beslissing tot aanwerving, benoeming, bevordering, mobiliteit, aanwijzing of indienstneming inhoudt.

Elke individuele maatregel blijft onderworpen aan de toepasselijke wettelijke, reglementaire, statutaire en contractuele bepalingen, evenals aan de vereiste procedures.

4. Vast te stellen dat deze hervorming wordt uitgevoerd met inachtneming van de begrotingskredieten en de financiële vooruitzichten van de Gemeente en op zichzelf niet tot gevolg heeft dat de globale personeelsuitgaven worden verhoogd.

5. Vanaf de inwerkingtreding van het nieuwe personeelskader de personeelskaders van het gemeentelijk niet-onderwijzend personeel die voortvloeien uit de eerdere beraadslagingen te vervangen, voor zover deze betrekking hebben op de betrekkingen die voortaan in de bijgevoegde tabellen zijn opgenomen.

Deze opheffing houdt geen automatische wijziging in van de individuele administratieve of geldelijke situaties, die onderworpen blijven aan de toepasselijke wettelijke, reglementaire, statutaire en contractuele bepalingen.

6. Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beraadslaging en met de overmaking ervan aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig de toepasselijke bepalingen.

7. Een traject op te starten, in samenwerking met de Gewestelijke School voor Openbaar Bestuur (GSOB), met als doel het personeelskader te herzien en te actualiseren, teneinde de verdere modernisering van het gemeentebestuur voort te zetten en het aan te passen aan de evolutie van de opdrachten, de behoeften van de diensten, de competenties en de werkingswijzen, met inachtneming van de

02.09.2026/A/0009 **Désignation de fonctionnaires comme Secrétaire communal faisant fonction en cas d'empêchement de la Secrétaire communale.**

Le Conseil,

Vu l'article 50 de la Nouvelle loi communale ;
Considérant que, en cas d'empêchement ou d'absence de la Secrétaire communale, le Conseil communal désigne un Secrétaire faisant fonction ;

Décide :

1. De désigner comme Secrétaire faisant fonction Mme LEEMPOEL Marie-Cécile, Conseillère ;
2. En cas d'empêchement de Mme LEEMPOEL Marie-Cécile, Conseillère, de désigner comme Secrétaire faisant fonction M. VALLIER PEETERS Sergio, Conseiller f.f.

Aanstelling van ambtenaren als waarnemend Gemeentesecretaris bij verhindering van de Gemeentesecretaresse.

De Raad,

Gelet op artikel 50 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Overwegende dat, in geval van verhindering of afwezigheid van de Gemeentesecretaresse, de Gemeenteraad een waarnemend Gemeentesecretaris aanduid ;

Besluit :

1. Aan te wijzen als waarnemend Gemeentesecretaresse Mevr. LEEMPOEL Marie-Cécile, Adviseur ;
2. In geval van verhindering van Mevr. LEEMPOEL Marie-Cécile, Adviseur, aan te wijzen als waarnemend Gemeentesecretaris Dhr. VALLIER PEETERS Sergio, Wnd. Adviseur.

02.09.2026/A/0010 **Commune de Saint-Josse-ten-Noode / AISSJ ; Autorisation d'ester en justice et de se constituer partie civile**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 270 et 123, 8° ;
Considérant qu'il a été porté à la connaissance de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, ci-après dénommée « la Commune », par voie de presse, que le processus d'attribution des logements gérés par l'Agence immobilière sociale de Saint-Josse-ten-Noode, ci-après dénommée « l'AISSJ », aurait été détourné de sa fonction première, dans des conditions susceptibles de constituer des infractions pénales ;
Considérant que la Commune n'a pas eu accès, à ce stade, au rapport d'audit relatif à ce dossier, et que les éléments dont elle dispose actuellement proviennent

exclusivement de la presse ; que ces éléments doivent en conséquence être appréhendés avec toute la réserve qui s'impose, dans l'attente d'une instruction judiciaire permettant d'en établir la matérialité ;
Considérant que la Commune serait susceptible d'avoir subi un préjudice direct résultant des faits dénoncés, au même titre que les ménages inscrits sur liste d'attente en vue de bénéficier de ces logements ;
Considérant qu'une procédure pénale est en cours auprès du Parquet ;
Considérant qu'il appartient à la Commune de défendre ses intérêts et de veiller à la protection de ses ressources financières ;
Considérant qu'il est, dans ces conditions, opportun que la Commune se constitue partie civile auprès du juge d'instruction, afin de préserver ses droits et d'obtenir, le cas échéant, réparation du dommage qu'elle aurait subi ;
Considérant que l'introduction d'une constitution de partie civile place la Commune en position de demanderesse, et relève à ce titre de la compétence du Conseil communal en vertu de l'article 270, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale ;

Décide :

Article 1er. D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en justice au nom de la Commune, et notamment à se constituer partie civile auprès du juge d'instruction, dans le cadre du dossier relatif à l'attribution des logements gérés par l'AISSJ, en vue d'obtenir réparation de l'ensemble des dommages que la Commune pourrait avoir subis.

Article 2. De charger le Collège de désigner, selon la procédure de passation de marchés publics applicable, un avocat chargé d'assister et de représenter la Commune dans le cadre de cette constitution de partie civile et du suivi de la procédure pénale qui en découlerait.

Gemeente Sint-Joost-ten-Node / AISSJ; Toelating om in rechte op te treden en zich burgerlijke partij te stellen

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 270 en 123, 8°;
Overwegende dat de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, hierna „de Gemeente” genoemd, via de pers ter kennis werd gebracht dat het toewijzingsproces van de woningen die worden beheerd door het Sociaal Vastgoedagentschap van Sint-Joost-ten-Node, hierna “het AISSJ” genoemd, zou zijn afgeweken van zijn oorspronkelijke doel, onder omstandigheden die mogelijk strafbare feiten vormen ;
Overwegende dat de Gemeente in dit stadium geen toegang heeft gehad tot het auditverslag over dit dossier, en dat de gegevens waarover zij momenteel beschikt uitsluitend afkomstig zijn uit de pers; dat deze gegevens bijgevolg met de nodige terughoudendheid moeten worden benaderd, in afwachting van een gerechtelijk onderzoek waarmee de feitelijke juistheid ervan kan worden vastgesteld ;
Overwegende dat de Gemeente mogelijk rechtstreeks nadeel heeft geleden als gevolg van de gemelde feiten, net als de gezinnen die op de wachtlijst staan om voor deze woningen in aanmerking te komen ;
Overwegende dat er een strafrechtelijke procedure loopt bij het gerechtelijk Parket ;
Overwegende dat het de taak van de Gemeente is om haar belangen te verdedigen en toe te zien op de bescherming van haar financiële middelen ;
Overwegende dat het onder deze omstandigheden aangewezen is dat de Gemeente zich bij de onderzoeksrechter al burgerlijke partij stelt, teneinde haar rechten te waarborgen en, indien van toepassing, vergoeding te verkrijgen voor het nadeel dat zij zou hebben geleden ;
Overwegende dat het instellen van een burgerlijke vordering de Gemeente in de positie van eisende partij plaatst, en als zodanig onder de bevoegdheid van de Gemeenteraad valt krachtens artikel 270, lid 2, van de Nieuwe Gemeentewet ;

Besluit :

Artikel 1. Het College van burgemeester en schepenen te machtigen om namens de gemeente in rechte op te treden, en met name zich bij de onderzoeksrechter als burgerlijke partij te stellen, in het kader van het dossier betreffende de toewijzing van de woningen beheerd door het AISSJ, teneinde vergoeding te verkrijgen voor het eventuele nadeel dat de gemeente zou hebben geleden.

Artikel 2. Het College te belasten met het aanduiden, volgens de toepasselijke procedure voor het plaatsen van overheidsopdrachten, van een advocaat die belast is met het bijstaan en vertegenwoordigen van de Gemeente in het kader van deze burgerlijke vordering en de opvolging van de hieruit voortvloeiende strafrechtelijke procedure.

02.09.2026/A/0011 **Complexe de tennis du stade Georges Petre ; convention de mise à disposition ; justification de la décision du 30 juin 2026.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 135 ;

Vu le courrier du 23 juillet 2026 adressé par l'autorité de tutelle à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode lui demandant la communication de la délibération du Conseil communal portant sur une convention de mise à disposition du complexe de tennis du stade Georges Petre ainsi que l'ensemble des pièces composant le dossier ;

Vu le courriel du 28 juillet 2026 de la Commune transmettant à l'autorité de tutelle la délibération sollicitée ainsi que la convention y afférente ;

Vu le courrier du 28 juillet 2026 adressé par la tutelle à la Commune indiquant que seules la délibération et la convention de mise à disposition lui ont été transmises ; que l'autorité de tutelle sollicite également la communication des offres de différents candidats et des rapports d'analyse de ces offres ;

Vu la décision du 30 juin 2026 du Conseil communal approuvant une convention de mise à disposition du complexe de tennis du stade Georges Petre, conclue avec la NK GROUP SRL (AIR PADEL), n° BCE 1032384856, dont le siège est sis Harensesteenweg, 100 à 1800 Vilvorde ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, article 9, 1^{er} alinéa ;

Vu l'arrêté ministériel 2026-247987 du 30 juillet 2026 signé par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale Ahmed LAAOUEJ ;

Vu le dispositif de l'arrêté précité, lequel énonce que :

« Article 1^{er}. L'exécution de la délibération du 30 juin 2026, par laquelle le conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode décide de conclure une convention de mise à disposition du complexe de tennis du stade Georges Petre, est suspendue.

Article 2. Le présent arrêté est notifié au collège des bourgmestre et échevins chargé de le communiquer au conseil communal lors de sa prochaine séance. Le conseil communal justifie ou retire l'acte suspendu. Sous peine de nullité de l'acte suspendu, la décision par laquelle il justifie ou retire l'acte suspendu. Sous peine de nullité de l'acte suspendu, l'acte par lequel il justifie ou retire l'acte suspendu doit être transmis au Gouvernement dans un délai de quarante jours à dater de la réception de l'arrêté de suspension. » ;

Considérant que la convention susmentionnée ne constitue pas un marché public ; qu'en effet, il ne s'agit pas un contrat à titre onéreux et qu'aucune contrepartie financière n'est due par la Commune ; qu'au contraire, le cocontractant est tenu au paiement d'une redevance mensuelle à l'égard de la Commune ;

Considérant que la convention dont question ne constitue pas non plus une concession domaniale ; qu'en effet la Commune ne confie aucune mission de service public, n'achète aucune prestation et ne délègue aucun service ; qu'elle autorise au contraire

simplement un opérateur à occuper un terrain communal moyennant redevance, dans le cadre de sa gestion patrimoniale ordinaire ;

Considérant par ailleurs que l'article 2 de ladite convention exclut expressément tout bail, toute stabilité locative et tout droit acquis ou réel dans le chef de l'occupant ; que la Commune peut en outre mettre fin à la convention à tout moment pour des motifs d'intérêt général, sans indemnité ou compensation, moyennant un préavis de 3 mois ; qu'à cet égard, il s'agit donc d'une simple mise à disposition de locaux, révocable et adaptée à la situation du bien ;

Considérant que la convention a été conclue en raison de la répétition des infractions constatées due à l'inoccupation du bien, dont des intrusions, des occupations non autorisées, des effractions ou encore des vols de câbles ; que ladite convention est transitoire dans l'attente de la rénovation du stade par la Commune ; que sans celle-ci il existe indéniablement des risques d'aggravation de l'état du site, au vu des éléments précités ;

Considérant que la présente convention répond ainsi à un impératif de préservation du patrimoine communal et de sécurité publique ;

Considérant que c'est l'opérateur NK GROUP SRL (AIR PADEL) qui a pris l'initiative de contacter la Commune pour proposer l'occupation et la remise en état du bien ; que la Commune a accueilli cette manifestation d'intérêt unique, dans le contexte particulier d'un bien inoccupé, dégradé, exposé aux intrusions, occupations non autorisées, effractions et vols de câbles ; qu'elle n'a dès lors procédé à aucune sélection ni mise en concurrence ; que cette circonstance corrobore le constat qu'au vu de l'état de dégradation du bien et de l'ampleur des travaux et investissements que celui-ci requiert, il est très peu probable que d'autres opérateurs auraient spontanément manifesté un intérêt pour son occupation, ainsi qu'en atteste le procès-verbal d'état des lieux ;

Considérant en effet que le bien concerné n'est pas un équipement sportif disponible, salubre et immédiatement exploitable ; qu'il s'agit d'un hall communal inoccupé, fortement dégradé, non exploitable sans travaux préalables, et présentant des problèmes techniques et sanitaires ;

Considérant de plus que la redevance mensuelle fixée tient compte de l'état du bien et de son inoccupation prolongée ; que la redevance n'est due qu'à compter de la mise en exploitation effective du bien par l'occupant, celui-ci n'étant pas exploitable durant la période des travaux préalables à sa remise en état ; que cette suspension temporaire ne constitue en rien une contrepartie financière de la Commune, celle-ci ne procédant à aucun paiement, ni direct ni indirect, en faveur de l'occupant ; qu'aucun avantage indu n'est par ailleurs conféré à l'occupant dès lors que l'ensemble des travaux est pris en charge exclusivement par ce dernier, chaque dépense étant soumise à validation préalable du Collège ; que ce procédé garantit une valorisation raisonnable conforme à l'intérêt communal ;

Considérant également que ces aspects financiers ont déjà fait l'objet d'un examen approfondi par l'inspecteur de la tutelle mandaté par la Région ; qu'en effet, celui-ci avait ordonné le retrait du point de l'ordre du jour avant un Collège afin de pouvoir examiner le dossier ; que suite à cet examen, le dossier a pu être présenté à un Collège ultérieur ; que cela confirme que le dossier a bien été contrôlé et qu'aucune objection n'a été formulée sur l'équilibre financier de la convention ;

Considérant par conséquent que la convention a été envisagée comme une mesure transitoire de gestion patrimoniale et de sécurisation du site dans ce contexte particulier ; que l'objectif est d'éviter que le bâtiment communal continue à se dégrader, de limiter les risques liés à son inoccupation, et de permettre une remise en état encadrée, tout en prévoyant une prise en charge des travaux nécessaires par l'occupant sous le contrôle de la Commune ;

Considérant enfin que l'article 112 de la Nouvelle loi communale, tel que mentionné par l'autorité de tutelle, organise la publicité des règlements et ordonnances, lesquels

sont des actes à portée générale et abstraite ; que la présente convention constitue en revanche un acte administratif individuel et n'est dès lors pas visée par les exigences de publicité de cette disposition ;

Considérant qu'au vu de ce qui précède, aucune mise en concurrence préalable n'était nécessaire ;

Que ce faisant, l'ensemble des pièces existantes ont été transmises à l'autorité de tutelle, tel que demandé ; que les offres de candidats et rapports d'analyse sollicités n'existent pas, dès lors qu'aucune mise en concurrence n'était requise ni organisée, tel que précité ;

Que par conséquent la délibération du 30 juin 2026 peut être objectivement justifiée et qu'il n'y a pas lieu de la retirer ;

Décide :

De justifier et au surplus, de confirmer, la décision du 30 juin 2026 du Conseil communal portant sur une convention de mise à disposition du complexe de tennis du stade Georges Petre, conclue avec la NK GROUP SRL (AIR PADEL), n° BCE 1032384856, dont le siège est sis Harenssesteenweg, 100 à 1800 Vilvorde.

Tenniscomplex van het Georges Petre-stadion ; overeenkomst tot terbeschikkingstelling ; motivering van het besluit van 30 juni 2026.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 117 en 135 ;

Gelet op de brief van 23 juli 2026 van de toezichthoudende overheid aan de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, waarin zij wordt verzocht de beslissing mee te delen van de Gemeenteraad betreffende een overeenkomst tot terbeschikkingstelling van het tenniscomplex van het Georges Petre-stadion, evenals alle documenten waaruit het dossier bestaat ;

Gelet op de e-mail van 28 juli 2026 van de Gemeente, waarin zij het gevraagde besluit en de bijbehorende overeenkomst aan de toezichthoudende overheid heeft doorgezonden ;

Gelet op de brief van 28 juli 2026 van de toezichthoudende overheid aan de Gemeente, waarin wordt aangegeven dat enkel het besluit en de overeenkomst tot terbeschikkingstelling aan haar werden toegestuurd ; dat de toezichthoudende overheid tevens vraagt om de offertes van de verschillende kandidaten en de analyseverslagen van deze offertes ;

Gelet op het besluit van 30 juni 2026 van de Gemeenteraad tot goedkeuring van een overeenkomst tot terbeschikkingstelling van het tenniscomplex van het Georges Petre-stadion, gesloten met NK GROUP SRL (AIR PADEL), KBO-nr. 1032384856, met maatschappelijke zetel te Harenssesteenweg 100, 1800 Vilvoorde ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikel 9, eerste lid ;

Gelet op het ministerieel besluit 2026-247987 van 30 juli 2026, ondertekend door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, Ahmed LAAOUEJ ;

Gelet op de bepalingen van het bovengenoemde besluit, waarin het volgende wordt vermeld :

« Artikel 1. De uitvoering van de beslissing van 30 juni 2026, waarbij de gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node beslist een overeenkomst tot terbeschikkingstelling van het tenniscomplex van het Georges Petre-stadion af te sluiten, wordt geschorst.

Artikel 2. Van dit besluit wordt kennis gegeven aan het college van burgemeester en

schepenen. Het college is ermee belast de gemeenteraad hiervan tijdens de volgende zitting in kennis te stellen. De gemeenteraad rechtvaardigt of trekt de geschorste beslissing in. De beslissing houdende rechtvaardiging of intrekking wordt op straffe van nietigheid van de geschorste beslissing aan de Regering gezonden binnen de veertig dagen vanaf de ontvangst van dit besluit. » ;

Overwegende dat de bovengenoemde overeenkomst geen overheidsopdracht vormt ; dat het immers geen overeenkomst onder bezwarende titel betreft en dat de Gemeente geen financiële tegenprestatie verschuldigd is ; dat de medecontractant daarentegen verplicht is een maandelijkse vergoeding aan de gemeente te betalen;

Overwegende dat de overeenkomst in kwestie evenmin een domeinconcessie vormt ; dat de Gemeente immers geen opdracht voor openbare dienstverlening toevertrouwt, geen prestaties aankoopt en geen diensten delegeert ; dat zij integendeel, in het kader van haar gewone patrimoniumbeheer, een exploitant eenvoudigweg toestaat een gemeentelijk terrein te gebruiken tegen betaling van een vergoeding ;

Overwegende bovendien dat artikel 2 van genoemde overeenkomst uitdrukkelijk elke huurovereenkomst, elke huurzekerheid en elk verworven of zakelijk recht in hoofde van de gebruiker uitsluit ; dat de Gemeente de overeenkomst bovendien te allen tijde om redenen van algemeen belang kan beëindigen, zonder schadevergoeding of compensatie, mits een opzegtermijn van 3 maanden ; dat het in dit opzicht dus een eenvoudige terbeschikkingstelling van lokalen betreft, die herroepbaar is en aangepast aan de situatie van het onroerend goed ;

Overwegende dat de overeenkomst werd gesloten vanwege de herhaalde overtredingen die werden vastgesteld als gevolg van het leegstaan van het pand, waaronder binnendringen, onrechtmatige bezettingen, inbraakpogingen en diefstal van kabels ; dat genoemde overeenkomst van voorlopige aard is in afwachting van de renovatie van het stadion door de Gemeente ; dat er zonder deze overeenkomst onmiskenbaar risico's bestaan dat de toestand van de site verslechtert, gezien de bovengenoemde elementen ;

Overwegende dat deze overeenkomst daarmee tegemoetkomt aan de noodzaak om het gemeentelijk erfgoed te behouden en de openbare veiligheid te waarborgen ;

Overwegende dat het de exploitant NK GROUP SRL (AIR PADEL) was die het initiatief heeft genomen om contact op te nemen met de Gemeente teneinde het gebruik en de renovatie van het pand voor te stellen ; dat de Gemeente deze enige blijk van belangstelling heeft aanvaard, in de bijzondere context van een leegstaand, vervallen onroerend goed dat blootstaat aan indringers, ongeoorloofde bezettingen, inbraken en diefstal van kabels ; dat zij bijgevolg niet tot een selectieprocedure of een openbare aanbesteding is overgegaan ; dat deze omstandigheid de vaststelling bevestigt dat het, gezien de staat van verval van het pand en de omvang van de werken en investeringen die dit vereist, zeer onwaarschijnlijk is dat andere exploitanten spontaan belangstelling zouden hebben getoond voor het gebruik ervan, zoals blijkt uit het proces-verbaal van de plaatsbeschrijving ;

Overwegende dat het betreffende onroerend goed immers geen beschikbare, gezonde en onmiddellijk bruikbare sportfaciliteit is ; dat het een leegstaande gemeentelijke zaal betreft die in zeer slechte staat verkeert, niet bruikbaar is zonder voorafgaande werkzaamheden en technische en sanitaire problemen vertoont ;

Overwegende bovendien dat bij de vastgestelde maandelijkse vergoeding rekening wordt gehouden met de toestand van het goed en de langdurige leegstand ervan ; dat de vergoeding pas verschuldigd is vanaf het moment dat het goed daadwerkelijk door de huurder in gebruik wordt genomen, aangezien het goed niet bruikbaar is tijdens de periode van de werkzaamheden die voorafgaan aan de renovatie ervan ; dat deze tijdelijke opschorting geenszins een financiële tegenprestatie van de Gemeente inhoudt, aangezien de Gemeente geen enkele betaling, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks, aan de gebruiker verricht ; dat er bovendien geen onrechtmatig voordeel aan de gebruiker wordt toegekend, aangezien alle werkzaamheden

uitsluitend door hem worden uitgevoerd en elke uitgave vooraf door het College moet worden goedgekeurd ; dat deze werkwijze een redelijke valorisatie garandeert in overeenstemming met het gemeentelijk belang ;

Overwegende tevens dat deze financiële aspecten reeds grondig werden onderzocht door de toezichthoudende inspecteur aangesteld door het Gewest ; dat deze had bevolen het agendapunt vóór een vergadering van het College te schrappen om het dossier te kunnen onderzoeken ; dat het dossier na dit onderzoek tijdens een latere zitting van het College kon worden voorgelegd ; dat dit bevestigt dat het dossier wel degelijk werd gecontroleerd en dat er geen bezwaar werd gemaakt over het financiële evenwicht van de overeenkomst ;

Overwegende bijgevolg dat de overeenkomst in deze specifieke context wordt opgevat als een overgangsmaatregel voor het beheer van het patrimonium en de beveiliging van de locatie ; dat het doel is te voorkomen dat het gemeentelijk gebouw verder in verval raakt, de risico's in verband met de leegstand ervan te beperken en een omkaderde renovatie mogelijk te maken, waarbij wordt voorzien in de uitvoering van de noodzakelijke werken door de gebruiker onder toezicht van de gemeente ;

Overwegende ten slotte dat artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet, zoals vermeld door de toezichthoudende overheid, voorziet in de openbaarmaking van verordeningen en besluiten, hetgeen handelingen met een algemene en abstracte strekking zijn ; dat de onderhavige overeenkomst daarentegen een individuele bestuurlijke handeling vormt en bijgevolg niet onder de vereisten inzake openbaarmaking van deze bepaling valt ;

Overwegende dat, gelet op het bovenstaande, geen voorafgaande openbare aanbesteding nodig was ;

Dat daarbij alle bestaande documenten aan de toezichthoudende overheid werden overgedragen, zoals gevraagd; dat er geen offertes van kandidaten en gevraagde analyseverslagen bestaan, aangezien er, zoals hierboven vermeld, geen openbare aanbesteding vereist was noch werd georganiseerd ;

Dat bijgevolg het besluit van 30 juni 2026 objectief kan worden gemotiveerd en dat er geen reden is om dit in te trekken ;

Besluit :

De beslissing van 30 juni 2026 van de Gemeenteraad betreffende een overeenkomst tot terbeschikkingstelling van het tenniscomplex van het Georges Petre-stadion, gesloten met NK GROUP SRL (AIR PADEL), KBO nr. 1032384856, met maatschappelijke zetel gelegen Harensessteenweg 100 te 1800 Vilvoorde, te motiveren en bovendien te bevestigen.

02.09.2026/A/0012 **Modification du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et intégration du Code de déontologie applicable aux mandataires communaux.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 91, qui stipule que le Conseil communal adopte un Règlement d'Ordre Intérieur ;

Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal du 28 août 2002, qui demeure inchangé à ce jour ;

Considérant que la Nouvelle Loi communale a fait l'objet de diverses modifications depuis 2002 et que le règlement d'ordre intérieur tel que fixé en 2002 n'est plus en conformité avec les dispositions de la Nouvelle Loi communale ;

Vu les recommandations relatives au Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal publiées par BRULOCALIS ;
Considérant que ce règlement peut comprendre des mesures complémentaires relatives au fonctionnement du Conseil communal, à la transparence et à la participation citoyenne ;
Considérant les avis émis lors de la séance tenue par les Commissions réunies en date du 10 mars 2026 et 3 juin 2026;
Vu l'article 84^{quater} de la Nouvelle loi communale ;
Considérant que le conseil communal arrête, dans son règlement d'ordre intérieur, des règles de déontologie et d'éthique, applicables aux conseillers communaux ;
Vu l'article art. 107^{bis} de la Nouvelle loi communale ;
Considérant que les règles déontologiques visées à l'article 84^{quater}, alinéa 1er, sont également applicables aux membres du collège des bourgmestre et échevins ;
Considérant que le code de déontologie et d'éthique constitue un cadre d'intégrité morale que l'ensemble des mandataires publics locaux sont tenus de suivre ;
Considérant que les règles déontologiques ne sont pas à interpréter à géométrie variable en fonction de l'interprétation différente d'une commune à l'autre ;
Que dans un souci de cohérence et de stabilité juridique, le Gouvernement bruxellois a déterminé le socle de base pour ce code déontologique applicable à l'ensemble des communes ;
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juin 2024 fixant un modèle commun de code de déontologie et d'éthique applicable aux mandataires locaux ;
Vu la délibération du Conseil communal du 30 juin 2026 modifiant le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal et intégrant le Code de déontologie applicable aux mandataires communaux ;
Vu l'arrêté ministériel du 29 juillet 2026, par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a annulé la délibération du Conseil communal du 30 juin 2026 précitée, au motif que certains articles du règlement d'ordre intérieur n'étaient pas conformes à la Nouvelle loi communale ;
Considérant qu'il y a lieu, pour la Commune, de se conformer à cet arrêté d'annulation et d'adopter une nouvelle délibération portant modification du règlement d'ordre intérieur et intégration du Code de déontologie, en corrigeant les articles identifiés comme non conformes à la Nouvelle loi communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

De modifier le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal du 28 août 2002 et d'y intégrer le Code de déontologie applicable aux mandataires communaux ;

Wijziging van het reglement van orde van de Gemeenteraad en integratie van de deontologische code van toepassing op de gemeentelijke mandatarissen.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 91, waarin wordt bepaald dat de Gemeenteraad een reglement van orde goedkeurt ;
Gelet op het reglement van orde van de Gemeenteraad van 28 augustus 2002, dat tot op heden ongewijzigd is gebleven ;
Overwegende dat de Nieuwe Gemeentewet sinds 2002 diverse wijzigingen heeft ondergaan en dat het reglement van orde zoals vastgesteld in 2002 niet langer in overeenstemming is met de bepalingen van de Nieuwe Gemeentewet ;
Gelet op de aanbevelingen met betrekking tot het Reglement van orde van de

Gemeenteraad, gepubliceerd door BRULOCALIS ;
Overwegende dat dit reglement aanvullende maatregelen kan bevatten met betrekking tot de werking van de Gemeenteraad, de transparantie en de burgerparticipatie;
Overwegende de adviezen die werden uitgebracht tijdens de vergadering van de Verenigde Commissies op 10 maart 2026 en 3 juni 2026 ;
Gelet op artikel 84^{quater} van de Nieuwe Gemeentewet ;
Overwegende dat de gemeenteraad in zijn reglement van orde deontologische en ethische regels vaststelt die van toepassing zijn op de gemeenteraadsleden ;
Gelet op artikel 107^{bis} van de Nieuwe Gemeentewet ;
Overwegende dat de deontologische regels bedoeld in artikel 84^{quater}, lid 1, eveneens van toepassing zijn op de leden van het College van Burgemeester en Schepenen ;
Overwegende dat de deontologische en ethische code een kader voor morele integriteit vormt dat alle lokale openbare mandatarissen moeten naleven ;
Overwegende dat de deontologische regels niet op verschillende manieren mogen worden geïnterpreteerd naargelang de uiteenlopende interpretaties van gemeente tot gemeente ;
Dat de Brusselse Regering, met het oog op coherentie en juridische stabiliteit, de basis heeft vastgelegd voor deze deontologische code die van toepassing is op alle gemeenten ;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 6 juni 2024 tot vaststelling van een gemeenschappelijk model voor een deontologische en ethische code die van toepassing is op lokale mandatarissen ;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30 juni 2026 tot wijziging van het reglement van orde van de Gemeenteraad en integratie van de deontologische code van toepassing op de gemeentelijke mandatarissen ;
Gelet op het ministerieel besluit van 29 juli 2026, waarbij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de bovengenoemde beraadslaging van de Gemeenteraad van 30 juni 2026 nietig heeft verklaard, op grond dat bepaalde artikelen van het reglement van orde niet in overeenstemming waren met de Nieuwe Gemeentewet ;
Overwegende dat de Gemeente zich aan dit besluit tot nietigverklaring dient te houden en een nieuwe beraadslaging moet aannemen tot wijziging van het reglement van orde en integratie van de deontologische code, waarbij de artikelen worden gecorrigeerd die zijn aangemerkt als niet in overeenstemming met de Nieuwe Gemeentewet ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Besluit :

Het reglement van orde van de gemeenteraad van 28 augustus 2002 te wijzigen en daarin de deontologische code van toepassing op gemeentelijke mandatarissen te integreren.

02.09.2026/A/0013 **Règlement relatif au bulletin communal de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er, en vertu duquel le Conseil communal règle tout ce qui est d'intérêt communal ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 112, alinéa 6 ;

Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal du 28 août 2002, et ses

modifications ultérieures ;

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD) ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Considérant que le bulletin communal constitue un outil de communication destiné à informer la population des décisions, projets, services et activités présentant un intérêt communal ;

Considérant qu'il convient d'assurer une information objective, transparente, accessible et respectueuse des principes de bonne administration ;

ARRÊTE :

Chapitre Ier – Dispositions générales

Article 1er – Objet

Le présent règlement a pour objet de définir les modalités de rédaction, de publication et de diffusion du bulletin communal de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode. Le bulletin constitue un outil d'information au service de l'intérêt public.

Le bulletin peut être diffusé sous format papier, sous format digital, ou sous les deux formats simultanément. Les dispositions du présent règlement s'appliquent quel que soit le support retenu.

Article 2 – Finalité et contenu

Le bulletin communal a pour finalité d'informer la population sur :

- les décisions et actions des autorités communales ;
- les services rendus par l'administration communale ;
- les projets d'intérêt communal ;
- les événements organisés ou soutenus par la commune ;
- les activités des organismes communaux, établissements publics et associations locales présentant un intérêt général.

Il peut notamment comprendre des informations administratives utiles aux citoyens, des annonces de manifestations, des concours, des recettes, des contributions des services communaux, ainsi que toute autre information d'intérêt général pour les habitants.

Un espace est réservé dans chaque parution afin de permettre aux listes ou formations politiques démocratiques représentées au Conseil communal mais n'appartenant pas à la majorité communale, de s'exprimer selon les modalités suivantes :

- il s'agit d'une tribune libre dans chaque numéro du bulletin ;
- l'espace rédactionnel alloué est identique pour chaque groupe, indépendamment de son nombre d'élus ;
- le contenu doit se rapporter uniquement à l'activité des mandataires élus au Conseil communal ou à leurs opinions politiques.
- les groupes concernés disposent d'un délai de trois semaines, à dater de la demande de contribution formulée par le responsable éditorial, pour transmettre leur texte. À défaut de transmission dans ce délai, la contribution du groupe concerné n'est pas publiée dans le numéro visé.

Une commission, composée d'un représentant de chaque groupe politique démocratique représenté au Conseil communal, est chargée de remettre annuellement au Conseil communal un rapport relatif au respect de cette disposition. Cette commission est convoquée une fois par an par le responsable éditorial visé à l'article 5, qui en assure la présidence à défaut d'un autre choix arrêté par ses membres. Les

conclusions de cette commission ont valeur d'avis consultatif ; elles sont transmises au Conseil communal mais ne lient pas ce dernier.

Chapitre II – Principes éditoriaux

Article 3 – Principes

Le bulletin communal est élaboré dans le respect des principes de neutralité, d'objectivité, d'égalité de traitement, de transparence, de pluralisme et d'intérêt général.

Article 4 – Exclusions

Le bulletin ne peut contenir :

- des messages de propagande politique, partisans ou à caractère électoral ;
- des contenus discriminatoires, diffamatoires ou injurieux ;
- des contenus contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ;
- des informations manifestement inexacts ou non vérifiables ;

Chapitre III – Responsabilité éditoriale

Article 5 – Responsable de publication

Le Collège communal est responsable de la publication du bulletin. Il désigne un responsable éditorial (par exemple le service "Communication") chargé de la coordination, de la préparation et du suivi des publications, ainsi que, le cas échéant, de la décision de refus d'une contribution conformément à l'article 8.

Chapitre IV – Contributions

Article 6 – Contributions des services communaux

Les services communaux transmettent leurs informations dans les délais fixés par le responsable éditorial.

Article 7 – Origine des demandes de publication

Les demandes de publication peuvent émaner :

- du Bourgmestre et du Collège communal, ainsi que de leurs collaborateurs et collaboratrices ;
- des services et départements communaux ;
- du CPAS, des régies communales et des ASBL communales ;
- de la Zone de police et de la Zone de secours ;
- des autorités publiques (SPF, Province, Région) ;
- des établissements scolaires implantés sur le territoire communal ;
- des associations sans but lucratif organisant des événements à caractère non commercial sur le territoire communal, y compris lorsqu'une participation symbolique est demandée aux participants ;
- des organismes ou institutions d'intérêt général présents sur le territoire communal ;
- des commerces, entreprises, artisan(e)s et indépendant(e)s exerçant sur le territoire communal, dans le cadre d'une contribution éditoriale de présentation ;
- des opérateurs de stages ou d'activités jeunesse actifs sur le territoire communal.

Aucun droit à publication ne peut être invoqué : la publication n'est jamais automatique et reste subordonnée à l'intérêt communal de la contribution et au respect

du présent règlement.

Article 8 – Conditions et critères de refus

Les contributions doivent être d'intérêt communal, exactes et vérifiables, et respecter la législation relative à la diffamation, au droit d'auteur, au droit à l'image et à la protection des données personnelles.

Peuvent notamment être refusés les contenus visés à l'article 4, ainsi que les textes ne respectant pas les conditions ci-dessus. Ce refus est décidé par le responsable éditorial, qui en informe l'auteur ou l'autrice par écrit, avec une brève indication du motif.

Article 9 – Mise en forme des textes

La rédaction se réserve le droit :

- de corriger les fautes d'orthographe, de grammaire et de typographie ;
- d'adapter les textes pour des raisons de clarté, de longueur ou de cohérence éditoriale, sans en modifier le sens ;
- de sélectionner les illustrations ;
- de reporter une publication en fonction de la place disponible.

Toute modification substantielle est, lorsque cela est possible, soumise à l'auteur ou à l'autrice avant publication.

Article 10 – Modalités d'introduction des demandes

Toute demande de parution doit être introduite auprès du service Communication, par courriel ou par courrier postal, et comporter :

- le sujet de la publication ;
- un texte ou des éléments permettant d'en rédiger un ;
- le cas échéant, une image, photo ou affiche de bonne qualité, dans le respect des articles 12 à 13 ;
- les coordonnées d'une personne de contact.

Seuls le Collège communal, ou le membre du Collège qu'il désigne à cet effet, peuvent déroger à ces modalités, notamment pour garantir une publication immédiate en cas d'urgence ou de communication institutionnelle prioritaire.

Chapitre V – Protection des données, droit à l'image et droits d'auteur

Article 11 – Données à caractère personnel

Toute publication de données à caractère personnel respecte le RGPD et la législation applicable.

Article 12 – Droit à l'image

Lorsqu'une personne constitue le sujet principal et identifiable d'une photo prise dans un cadre privé ou semi-privé, cette photo ne peut être publiée qu'à la condition qu'un accord écrit préalable de la personne concernée (ou, pour les mineurs, de son représentant légal) ait été obtenu.

Cet accord n'est pas requis lorsque la photo est prise dans un lieu public ou lors d'un événement public, et que la ou les personnes y figurant apparaissent de manière accessoire à la scène représentée, sans en constituer le sujet principal identifié.

Dans tous les cas, l'illustration doit être jugée adéquate par la commune.

Article 13 – Droits d'auteur et stéréotypes

Les auteurs et autrices garantissent disposer des droits nécessaires sur les textes, photographies et illustrations transmis, et dégagent la commune de toute responsabilité en cas de réclamation de tiers à cet égard. Il leur appartient de veiller à

ne pas transmettre d'images véhiculant des stéréotypes de genre ; à défaut, la commune se réserve le droit de les refuser ou de les remplacer.

Chapitre VI – Diffusion

Article 14 – Modalités de diffusion

Le bulletin est diffusé gratuitement auprès de la population conformément à l'article 1er : distribution papier, publication sur le site internet communal, ou diffusion par tout autre moyen électronique.

Chapitre VII – Responsabilité

Article 15

Les auteurs et autrices demeurent responsables du contenu des textes qu'ils transmettent. La commune peut demander toute justification utile relative aux informations communiquées.

Chapitre VIII – Validation

Article 16 – Bon à tirer

La maquette finale, réalisée par le service Communication, doit être validée par l'autorité communale compétente (le Collège communal, ou le membre du Collège qu'il désigne à cet effet) avant l'envoi du bon à tirer à la société en charge de l'impression, ou avant sa publication sur les supports numériques.

Chapitre IX – Dispositions finales

Article 17

Toute question relative à l'application du présent règlement est tranchée par le Collège communal, sous réserve des compétences du Conseil communal.

Article 18 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour suivant sa publication, conformément à l'article 114 de la Nouvelle loi communale.

Reglement betreffende het gemeentelijk informatieblad van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117, lid 1, waarin wordt bepaald dat de Gemeenteraad alles regelt wat van gemeentelijk belang is ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 112, lid 6 ;

Gelet op het reglement van orde van de Gemeenteraad van 28 augustus 2002, en latere wijzigingen ;

Gelet op de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens (AVG) ;

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens ;

Overwegende dat het gemeentelijk informatieblad een communicatiemiddel vormt dat tot doel heeft de bevolking te informeren over beslissingen, projecten, diensten en activiteiten die van gemeentelijk belang zijn ;

Overwegende dat het aangewezen is te zorgen voor objectieve, transparante,

toegankelijke informatie die in overeenstemming is met de beginselen van goed bestuur ;

BESLUIT :

Hoofdstuk I – Algemene bepalingen

Artikel 1 – Voorwerp

Dit reglement heeft tot doel de modaliteiten voor het opstellen, publiceren en verspreiden van het gemeentelijk informatieblad van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node vast te leggen. Het gemeenteblad vormt een informatiemiddel ten dienste van het algemeen belang.

Het informatieblad kan op papier, digitaal of gelijktijdig in beide formaten worden verspreid. De bepalingen van dit reglement zijn van toepassing ongeacht de gekozen drager.

Artikel 2 – Doelstelling en inhoud

Het gemeentelijk informatieblad heeft tot doel de bevolking te informeren over :

- de beslissingen en acties van de gemeentelijke overheden ;
- de diensten die door het gemeentebestuur worden verleend ;
- de projecten van gemeentelijk belang ;
- de evenementen die door de gemeente worden georganiseerd of ondersteund ;
- de activiteiten van gemeentelijke instanties, openbare instellingen en lokale verenigingen die van algemeen belang zijn.

Het informatieblad kan met name nuttige administratieve informatie voor de inwoners, aankondigingen van evenementen, wedstrijden, recepten, bijdragen van de gemeentelijke diensten, alsook alle andere informatie van algemeen belang voor de inwoners bevatten.

In elke editie wordt ruimte voorbehouden om de democratische politieke lijsten of formaties die in de gemeenteraad vertegenwoordigd zijn, maar geen deel uitmaken van de gemeentelijke meerderheid, de mogelijkheid te bieden om zich als volgt te uiten :

- het betreft een vrije tribune in elk nummer van het informatieblad ;
- de toegewezen redactionele ruimte is voor elke fractie identiek, ongeacht het aantal verkozenen ;
- de inhoud mag uitsluitend betrekking hebben op de activiteiten van de verkozen mandatarissen in de Gemeenteraad of op hun politieke standpunten.
- de betrokken fracties beschikken over een termijn van drie weken, te rekenen vanaf het verzoek om een bijdrage van de hoofdredacteur, om hun tekst in te dienen. Indien de tekst niet binnen deze termijn wordt ingediend, wordt de bijdrage van de betreffende fractie niet gepubliceerd in het betreffende nummer.

Een commissie, samengesteld uit een vertegenwoordiger van elke democratische politieke fractie die in de Gemeenteraad vertegenwoordigd is, wordt ermee belast jaarlijks aan de Gemeenteraad een verslag voor te leggen betreffende de naleving van deze bepaling.

Deze commissie wordt eenmaal per jaar bijeengeroepen door de in artikel 5 bedoelde verantwoordelijke uitgever, die het voorzitterschap ervan waarneemt, tenzij de leden tot een andere keuze besluiten. De conclusies van deze commissie hebben de waarde van een advies ; zij worden aan de gemeenteraad overgemaakt, maar zijn niet bindend voor deze laatste.

Hoofdstuk II – Redactionele beginselen

Artikel 3 – Beginselen

Het gemeenteblad wordt opgesteld met inachtneming van de beginselen van

neutraliteit, objectiviteit, gelijke behandeling, transparantie, pluralisme en algemeen belang.

Artikel 4 – Uitsluitingen

Het gemeentebblad mag niet bevatten :

- politieke, partijgebonden of verkiezingsgerichte boodschappen;
- discriminerende, lasterlijke of beledigende inhoud;
- inhoud die in strijd is met de openbare orde of de goede zeden;
- informatie die kennelijk onjuist of niet verifieerbaar is;

Hoofdstuk III – Redactionele verantwoordelijkheid

Artikel 5 – Verantwoordelijke voor de publicatie

Het Gemeentecollege is verantwoordelijk voor de publicatie van het informatieblad. Het stelt een redactieverantwoordelijke aan (bijvoorbeeld de dienst “Communicatie”) die belast is met de coördinatie, de voorbereiding en de opvolging van de publicaties, alsook, in voorkomend geval, met het besluit tot weigering van een bijdrage overeenkomstig artikel 8.

Hoofdstuk IV – Bijdragen

Artikel 6 – Bijdragen van de gemeentelijke diensten

De gemeentelijke diensten sturen hun informatie door binnen de termijnen vastgesteld door de verantwoordelijke uitgever.

Artikel 7 – Herkomst van de verzoeken tot publicatie

Verzoeken tot publicatie kunnen afkomstig zijn van :

- de Burgemeester en het Gemeentecollege, alsook van hun medewerkers en medewerksters ;
- de gemeentelijke diensten en afdelingen ;
- het OCMW, de gemeentebedrijven en de gemeentelijke vzw's ;
- de politiezone en de hulpverleningszone ;
- overheidsinstanties (FOD, provincie, Gewest) ;
- onderwijsinstellingen die op het gemeentelijk grondgebied zijn gevestigd ;
- verenigingen zonder winstoogmerk die evenementen van niet-commerciële aard organiseren op het gemeentelijk grondgebied, ook wanneer van de deelnemers een symbolische bijdrage wordt gevraagd ;
- organisaties of instellingen van algemeen belang die op het gemeentelijk grondgebied aanwezig zijn ;
- handelszaken, bedrijven, ambachtslieden en zelfstandigen die op het gemeentelijk grondgebied actief zijn, in het kader van een redactionele bijdrage ter voorstelling ;
- organisatoren van stages of jeugdactiviteiten die op het gemeentelijk grondgebied actief zijn.

Er kan geen recht op publicatie worden ingeroepen: publicatie is nooit automatisch en blijft afhankelijk van het gemeentelijk belang van de bijdrage en de naleving van dit reglement.

Artikel 8 – Voorwaarden en criteria voor weigering

Bijdragen moeten van gemeentelijk belang zijn, juist en controleerbaar zijn, en voldoen aan de wetgeving inzake laster, auteursrecht, portretrecht en de bescherming van persoonsgegevens.

Met name de in artikel 4 bedoelde inhoud, evenals teksten die niet aan de

bovenstaande voorwaarden voldoen, kunnen worden geweigerd. Over deze weigering beslist de verantwoordelijke uitgever, die de auteur hiervan schriftelijk op de hoogte stelt, met een korte motivering.

Artikel 9 – Opmaak van de teksten

De redactie behoudt zich het recht voor om :

- spelfouten, grammaticale en typografische fouten te corrigeren ;
- de teksten aan te passen omwille van de duidelijkheid, de lengte of de redactionele samenhang, zonder de betekenis ervan te wijzigen ;
- de illustraties te selecteren ;
- een publicatie uit te stellen afhankelijk van de beschikbare ruimte.

Elke substantiële wijziging wordt, indien mogelijk, vóór publicatie aan de auteur voorgelegd.

Artikel 10 – Modaliteiten voor het indienen van aanvragen

Elke aanvraag tot publicatie moet worden ingediend bij de dienst Communicatie, per e-mail of per post, en dient het volgende te bevatten :

- het onderwerp van de publicatie ;
- een tekst of elementen waarmee een tekst kan worden opgesteld ;
- indien van toepassing, een afbeelding, foto of affiche van goede kwaliteit, in overeenstemming met de artikelen 12 t.e.m. 13 ;
- de gegevens van een contactpersoon.

Enkel het Gemeentecollege, of het lid van het College dat het hiertoe aanwijst, kan van deze voorwaarden afwijken, met name om een onmiddellijke publicatie te garanderen in geval van nood of prioritaire institutionele communicatie.

Hoofdstuk V – Gegevensbescherming, recht op afbeelding en auteursrecht

Artikel 11 – Persoonsgegevens

Bij elke publicatie van persoonsgegevens worden de AVG en de toepasselijke wetgeving nageleefd.

Artikel 12 – Recht op afbeelding

Wanneer een persoon het hoofdonderwerp en herkenbaar is op een foto die in een privé- of semi-privésituatie is genomen, mag deze foto alleen worden gepubliceerd op voorwaarde dat voorafgaande schriftelijke toestemming van de betrokken persoon (of, in het geval van minderjarigen, van zijn of haar wettelijke vertegenwoordiger) is verkregen.

Deze toestemming is niet vereist wanneer de foto is genomen op een openbare plaats of tijdens een openbaar evenement, en de persoon of personen die erop voorkomen slechts een bijkomstige rol spelen in de afgebeelde scène, zonder het geïdentificeerde hoofdonderwerp ervan te vormen.

In alle gevallen moet de afbeelding door de gemeente als passend worden beoordeeld.

Artikel 13 – Auteursrechten en stereotypen

De auteurs garanderen dat zij over de nodige rechten beschikken op de ingediende teksten, foto's en illustraties, en stellen de gemeente vrij van elke aansprakelijkheid in geval van vorderingen van derden in dit verband. Het is hun verantwoordelijkheid ervoor te zorgen dat zij geen beelden indienen die genderstereotypen uitdragen; bij gebreke daarvan behoudt de gemeente zich het recht voor deze te weigeren of te vervangen.

Hoofdstuk VI – Verspreiding

Artikel 14 – Wijze van verspreiding

Het informatieblad wordt gratis onder de bevolking verspreid volgens de modaliteiten die door het Gemeentecollege zijn vastgesteld overeenkomstig artikel 1: verspreiding op papier, publicatie op de gemeentelijke website of verspreiding via enig ander elektronisch middel.

Hoofdstuk VII – Aansprakelijkheid

Artikel 15

De auteurs blijven verantwoordelijk voor de inhoud van de teksten die zij aanleveren. De gemeente kan om alle nuttige onderbouwing vragen met betrekking tot de verstrekte informatie.

Hoofdstuk VIII – Validatie

Artikel 16 – Drukproef

Het definitieve ontwerp, opgesteld door de dienst Communicatie, moet worden goedgekeurd door de bevoegde gemeentelijke autoriteit (het Gemeentecollege, of het lid van het College dat hiertoe is aangewezen) voordat de drukproef naar de drukkerij wordt gestuurd of voordat het op digitale dragers wordt gepubliceerd.

Hoofdstuk IX – Slotbepalingen

Artikel 17

Over alle vragen met betrekking tot de toepassing van dit reglement wordt beslist door het Gemeentecollege, onder voorbehoud van de bevoegdheden van de Gemeenteraad.

Artikel 18 – Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de bekendmaking ervan, overeenkomstig artikel 114 van de Nieuwe Gemeentewet.

02.09.2026/A/0014

Compte 2024 : recours en annulation et demande de suspension devant le Conseil d'État contre l'arrêté ministériel du 30 juillet 2026 refusant l'approbation de la délibération du Conseil communal du 25 mars 2026 ; Autorisation d'ester en justice et désignation du conseil.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 270, alinéa 2 et 123, 8° ;
Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 5, 13 et 14 ;
Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973, notamment l'article 17 ;
Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 2026, par lequel la Région de Bruxelles-Capitale n'approuve pas la délibération du 24 septembre 2025 par laquelle le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode approuvait le compte 2024 ;
Considérant que, suite à cette décision de non-approbation, la Commune a apporté l'ensemble des corrections identifiées par la Région, portant sur les recettes de stationnement, les subsides Mobilité douce, les Contrats de sécurité et de prévention, le subside Jeunesse, les revalorisations barémiques, la concordance du tableau de la dette avec le bilan, la City Tax et la comptabilisation du précompte immobilier, ainsi que les recommandations relatives à l'organisation comptable future de la Commune ;
Considérant qu'à cette occasion, aucun grief n'avait été soulevé par la Région concernant les comptes particuliers, ni concernant l'annexe relative aux créances

ouvertes ;

Considérant que la Commune a soumis ces corrections dans la délibération du 25 mars 2026 approuvant à nouveau le compte 2024 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 2026, par lequel la Région de Bruxelles-Capitale n'approuve pas cette délibération du 25 mars 2026, au motif que l'annexe au compte 2024 relative aux créances ouvertes porterait des montants ne coïncidant pas avec ceux figurant au bilan 2024 et que les soldes de certains comptes particuliers devraient faire l'objet d'un contrôle ou d'une justification ;

Considérant que ce nouveau motif, relatif aux comptes particuliers, n'a été soulevé par la Région qu'à l'occasion de ce second examen, alors qu'il n'avait fait l'objet d'aucune observation spécifique lors du premier examen ayant abouti à l'arrêté du 21 janvier 2026 ni après ce dernier, bien que les éléments relatifs aux créances ouvertes figurassent déjà, pour l'essentiel, dans les documents comptables soumis à cette occasion ;

Considérant que cette manière de procéder est susceptible de porter atteinte aux principes de sécurité juridique et de bonne administration, dans la mesure où elle a pour effet de multiplier les cycles d'examen sur la base de griefs nouveaux, successifs et non concomitants, alors que la Commune était en droit de considérer, à la suite de l'arrêté du 21 janvier 2026, que les seules corrections attendues portaient sur les points qui y étaient expressément identifiés ;

Considérant que l'ensemble du travail de fond relatif à ce dossier a par ailleurs été réalisé avec l'inspecteur régional, sans que la question des comptes particuliers n'ait été identifiée à ce stade comme problématique ;

Considérant qu'il appartient dès lors à la Commune de contester, devant le Conseil d'État, la légalité de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2026, notamment au regard du principe de sécurité juridique, de la confiance légitime que la Commune pouvait tirer de la portée limitée du premier arrêté de non-approbation, ainsi que, le cas échéant, du respect de l'obligation de motivation formelle prévue à l'article 5 de l'ordonnance du 14 mai 1998 ;

Considérant qu'il appartient à la Commune de défendre ses intérêts et de veiller à la protection de ses ressources financières ;

Considérant la nécessité d'introduire un recours devant le Conseil d'État dans le délai de soixante jours à dater de la notification de l'arrêté ministériel précité ;

Considérant que l'introduction de ce recours place la Commune en position de demanderesse, et relève à ce titre de la compétence du Conseil communal, conformément à l'article 270, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il y a lieu, pour ce faire, de désigner un avocat chargé d'assurer l'assistance juridique de la Commune, de la conseiller et de la représenter dans le cadre de la constitution de partie civile et de toute procédure y afférente ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'au vu des éléments précités, il y a lieu de passer un marché public de services ayant pour objet la désignation d'un avocat chargé d'assurer l'assistance juridique de la Commune, de la conseiller et de la représenter dans le cadre du recours en annulation et en suspension contre la décision précitée ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché conformément à l'article 92 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures et aux articles 124 et 125 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges ayant pour objet « Conseils et assistance juridique dans le cadre d'un recours en annulation et en suspension devant le Conseil d'Etat » ;

Considérant que les cabinets et avocats suivants ont été consultés afin de prendre part à la procédure :

- SRL Uyttendaele Gerard et Associés, représentée par Maître Julien UYTENDAELE, dont les bureaux sont établis à la Rue de la Source, 68 à 1060 Bruxelles ;
- SRL ATHOS ADVOCATEN, représentée par Maître Stijn BUTENAERTS, dont les bureaux sont établis au Boulevard Léopold II, 180 à 1080 Bruxelles ;
- CSMG SC (Exelia), représenté par Maître Alain HIRSCH, dont les bureaux sont établis à l'Avenue de la Couronne, 340 à 1050 Bruxelles ;

Considérant que les offres suivantes ont été communiquées :

- Offre du 19 août 2026 de SRL ATHOS ADVOCATEN, représentée par Maître Stijn BUTENAERTS, au taux horaire de 121,00€ TVAC (tous frais inclus) ;
- Offre du 19 août 2026 de CSMG SC, représentée par Maître Alain HIRSCH, au taux horaire de 157,30€ TVAC ;
- Offre du 19 août 2026 de UG-a SRL, représentée par Maître Julien UYTENDAELE, au taux horaire de 181,50€ TVAC ;

Considérant que l'offre remise la plus basse est celle de SRL ATHOS ADVOCATEN, représenté par Maître Stijn BUTENAERTS, au taux horaire de 121€ TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire SRL ATHOS ADVOCATEN, représentée par Maître Stijn BUTENAERTS, dont les bureaux sont établis au Boulevard Léopold II, 180 à 1080 Bruxelles, pour le taux horaire de 121€ TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2026, article 1040/122/03 et exercices suivants :

DÉCIDE :

Article 1er. D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en justice au nom de la Commune, et notamment à introduire un recours en annulation et en suspension devant le Conseil d'Etat contre l'arrêté ministériel du 30 juillet 2026 refusant l'approbation de la délibération du Conseil communal du 25 mars 2026 relative au compte 2024.

Article 2. D'approuver les conditions du marché public de services ayant pour objet « Conseils et assistance juridique dans le cadre d'un recours en annulation et en suspension devant le Conseil d'Etat » ;

Article 3. De passer le marché ayant pour objet la désignation d'un avocat afin d'assurer l'assistance juridique de la Commune, de la conseiller et de la représenter dans le cadre d'un recours en annulation et en suspension devant le Conseil d'Etat, conformément à l'article 92 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Article 4. De sélectionner le soumissionnaire SRL ATHOS ADVOCATEN, représentée par Maître Stijn BUTENAERTS, dont les bureaux sont établis au Boulevard Léopold II, 180 à 1080 Bruxelles ;

Article 5. De considérer l'offre du soumissionnaire SRL ATHOS ADVOCATEN, représentée par Maître Stijn BUTENAERTS, dont les bureaux sont établis au Boulevard Léopold II, 180 à 1080 Bruxelles, comme complète et régulière ;

Article 6. D'attribuer ce marché au soumissionnaire SRL ATHOS ADVOCATEN, représentée par Maître Stijn BUTENAERTS, dont les bureaux sont établis au Boulevard Léopold II, 180 à 1080 Bruxelles, pour un taux horaire de 121,00€ TVAC ;

Article 7. D'engager la somme de 121,00€ TVAC par heure pour la désignation d'un avocat afin d'assurer l'assistance juridique dans le cadre d'un recours en annulation et en suspension introduit devant le Conseil d'Etat selon le détail ci-dessous ;

Société : SRL ATHOS ADVOCATEN, représentée par Maître Stijn BUTENAERTS, dont les bureaux sont établis au Boulevard Léopold II, 180 à 1080 Bruxelles;

BCE : 0464.429.862

IBAN : BE78 0688 9735 2986

Article : 1040/122-03/ - /5- -2.500,00€

Année budgétaire : 2026

ED :

Article 8 – D'autoriser le Bourgmestre et la Secrétaire communale à réaliser et signer, au nom du Collège des Bourgmestre et Echevins, l'ensemble des actes nécessaires à

Rekening 2024 : beroep tot nietigverklaring en verzoek tot schorsing bij de Raad van State tegen het ministerieel besluit van 30 juli 2026 waarbij de goedkeuring van het besluit van de Gemeenteraad van 25 maart 2026 werd geweigerd ; Toelating om in rechte op te treden en aanwijzing van de raadsman.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 270, lid 2, en 123, 8° ;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid artikelen 5, 13 en 14 ;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, inzonderheid artikel 17 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 januari 2026, waarbij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het besluit van 24 september 2025 tot goedkeuring van de rekening 2024 door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node niet goedkeurt ;

Overwegende dat de Gemeente, naar aanleiding van dit besluit tot niet-goedkeuring, alle door het Gewest gesignaleerde correcties heeft aangebracht, met betrekking tot de parkeerinkomsten, de subsidies voor zachte mobiliteit, de veiligheids- en preventiecontracten, de subsidie Jeugd, de herwaarderings van de wedden, de overeenstemming van de schuldentabel met de balans, de City Tax en de registratie van de onroerende voorheffing, evenals de aanbevelingen met betrekking tot de toekomstige boekhoudkundige organisatie van de gemeente ;

Overwegende dat het Gewest hierbij geen enkel bezwaar had gemaakt tegen de bijzondere rekeningen, noch tegen de bijlage betreffende de openstaande vorderingen ;

Overwegende dat de Gemeente deze correcties heeft opgenomen in het besluit van 25 maart 2026, waarbij de rekening 2024 opnieuw werd goedgekeurd ;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 juli 2026, waarbij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dit besluit van 25 maart 2026 niet goedkeurt, omdat de bijlage bij de rekening 2024 betreffende de openstaande vorderingen bedragen zou bevatten die niet overeenkomen met die in de balans 2024 en omdat de saldi van bepaalde bijzondere rekeningen aan een controle of een verantwoording zouden moeten worden onderworpen ;

Overwegende dat dit nieuwe motief, met betrekking tot de bijzondere rekeningen, door het Gewest pas bij dit tweede onderzoek naar voren werd gebracht, terwijl er bij het eerste onderzoek dat leidde tot het besluit van 21 januari 2026, noch daarna, enige specifieke opmerking over was gemaakt, hoewel de gegevens met betrekking tot de openstaande vorderingen in hoofdzaak al waren opgenomen in de boekhoudkundige documenten die toen werden voorgelegd ;

Overwegende dat deze werkwijze afbreuk kan doen aan de beginselen van rechtszekerheid en goed bestuur, aangezien deze tot gevolg heeft dat het aantal onderzoekscycli toeneemt op basis van nieuwe, opeenvolgende en niet-gelijktijdig aangevoerde bezwaren, terwijl de Gemeente na het besluit van 21 januari 2026 terecht mocht aannemen dat de enige verwachte correcties betrekking hadden op de punten die daarin uitdrukkelijk waren vermeld ;

Overwegende dat het gehele inhoudelijke werk met betrekking tot dit dossier overigens samen met de gewestelijke inspecteur werd verricht, zonder dat de kwestie van de bijzondere rekeningen in dat stadium als problematisch werd aangemerkt ;

Overwegende dat het bijgevolg aan de Gemeente is om bij de Raad van State de rechtmatigheid van het ministerieel besluit van 30 juli 2026 te betwisten, met name op grond van het beginsel van rechtszekerheid, het gerechtvaardigd vertrouwen dat de Gemeente kon ontlenen aan de beperkte reikwijdte van het eerste besluit tot niet-goedkeuring, evenals, in voorkomend geval, de naleving van de verplichting tot formele motivering zoals bepaald in artikel 5 van de ordonnantie van 14 mei 1998 ;

Overwegende dat het aan de Gemeente is om haar belangen te verdedigen en toe te

zien op de bescherming van haar financiële middelen ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om binnen een termijn van zestig dagen vanaf de kennisgeving van het bovengenoemde ministerieel besluit een beroep in te dienen bij de Raad van State ;

Overwegende dat de indiening van dit beroep de Gemeente in de positie van eisende partij plaatst en als zodanig onder de bevoegdheid van de Gemeenteraad valt, overeenkomstig artikel 270, lid 2, van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat het hierbij noodzakelijk is een advocaat aan te wijzen die belast is met het verlenen van juridische bijstand, het adviseren en het vertegenwoordigen van de Gemeente in het kader van het instellen van een burgerlijke vordering en alle hiermee verband houdende procedures ;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, informatie en rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en latere wijzigingen ;

Overwegende dat, gelet op het bovenstaande, een overheidsopdracht voor diensten moet worden gegund met als doel de aanstelling van een advocaat die belast is met het verlenen van juridische bijstand, het adviseren en het vertegenwoordigen van de Gemeente in het kader van het beroep tot nietigverklaring en schorsing tegen het bovengenoemde besluit ;

Overwegende dat wordt voorgesteld de opdracht te gunnen overeenkomstig artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, en artikelen 124 en 125 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en latere wijzigingen ;

Gelet op het bijzondere bestek met als voorwerp “Juridisch advies en bijstand in het kader van een beroep tot nietigverklaring en schorsing voor de Raad van State”;

Overwegende dat de volgende kantoren en advocaten werden geraadpleegd om aan de procedure deel te nemen :

- Uyttendaele Gerard et Associés, vertegenwoordigd door Meester Anne FEYT, waarvan de kantoren gevestigd zijn Bronstraat 68 te 1060 Brussel ;
- BV ATHOS ADVOCATEN, vertegenwoordigd door Meester Stijn BUTENAERTS, waarvan de kantoren gevestigd zijn Leopold II-laan 180 te 1080 Brussel ;
- CSMG SC (Exelia), vertegenwoordigd door Meester Véronique CHRISTIAENS, waarvan de kantoren gevestigd zijn Kroonlaan 340 te 1050 Brussel ;

Overwegende dat de volgende offertes werden ingediend :

- Offerte van 19 augustus 2026 van BV ATHOS ADVOCATEN, vertegenwoordigd door Meester Stijn BUTENAERTS, tegen een uurtarief van 121,00 € incl. btw (alle kosten inbegrepen);
- Offerte van 19 augustus 2026 van CSMG SC, Vertegenwoordigd door Meester Alain HIRSCH, tegen een uurtarief van 157,30 € incl. BTW ;
- Offerte van 19 augustus 2026 van UG-a SRL, vertegenwoordigd door Meester Julien UYTENDAELE, tegen een uurtarief van 181,50 € incl. BTW ;

Overwegende dat de laagste ingediende offerte die van BV ATHOS ADVOCATEN is, vertegenwoordigd door Meester Stijn BUTENAERTS, tegen een uurtarief van 121 € incl. btw;

Overwegende dat, rekening houdend met het voorgaande, wordt voorgesteld deze opdracht te gunnen aan de inschrijver BV ATHOS ADVOCATEN, vertegenwoordigd door Meester Stijn BUTENAERTS, waarvan de kantoren gevestigd zijn Leopold II-laan 180 te 1080 Brussel, tegen een uurtarief van 121 € incl. btw ;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave zal worden opgenomen in de gewone begroting voor het dienstjaar 2026, artikel 1040/122/03, en de daaropvolgende dienstjaren :

BESLUIT :

Artikel 1. Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om namens de Gemeente in rechte op te treden, en met name bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring en schorsing in te dienen tegen het ministerieel besluit van 30 juli 2026 waarbij de goedkeuring van het besluit van de Gemeenteraad van 25 maart 2026 betreffende de rekening 2024 wordt geweigerd.

Artikel 2. De voorwaarden goed te keuren van de overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp “Juridisch advies en bijstand in het kader van een beroep tot nietigverklaring en schorsing bij de Raad van State”;

Artikel 3. De opdracht te gunnen met als voorwerp de aanwijzing van een advocaat om de juridische bijstand van de Gemeente te verzekeren, haar te adviseren en te vertegenwoordigen in het kader van een beroep tot nietigverklaring en schorsing voor de Raad van State, overeenkomstig artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, alsook overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen ;

Artikel 4. De inschrijver BV ATHOS ADVOCATEN, vertegenwoordigd door Meester Stijn BUTENAERTS, waarvan de kantoren gevestigd zijn Leopold II-laan 180 te 1080 Brussel, te selecteren ;

Artikel 5. De offerte van de inschrijver BV ATHOS ADVOCATEN, vertegenwoordigd door Meester Stijn BUTENAERTS, met kantoren gevestigd te Leopold II-laan 180, 1080 Brussel, als volledig en regelmatig te beschouwen ;

Artikel 6. Deze opdracht te gunnen aan de inschrijver BV ATHOS ADVOCATEN, vertegenwoordigd door Meester Stijn BUTENAERTS, met kantoren gevestigd te Leopold II-laan 180, 1080 Brussel, tegen een uurtarief van 121,00 € incl. btw ;

Artikel 7. Het bedrag van 121,00 € incl. btw per uur vast te leggen voor de aanwijzing van een advocaat teneinde juridische bijstand te verlenen in het kader van een beroep tot nietigverklaring en schorsing ingesteld bij de Raad van State, overeenkomstig onderstaande gegevens :

Vennootschap : BV ATHOS ADVOCATEN, vertegenwoordigd door Meester Stijn BUTENAERTS, met kantoren gevestigd te Leopold II-laan 180, 1080 Brussel ;

KBO: 0464.429.862

IBAN : BE78 0688 9735 2986

Artikel : 1040/122-03/ - /5- - € 2.500,00

Begrotingsjaar : 2026

ED :

Artikel 8. De Burgemeester en de Gemeentesecretaresse te machtigen om namens het College van Burgemeester en Schepenen alle akten op te stellen en te ondertekenen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van deze beslissing.

02.09.2026/A/0015 **Adoption de l’avenant à l’assurance pensions n° 296 au contrat liant la Commune à Ethias.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l’accord-cadre conclu entre la Commune et Ethias portant sur l’assurance pensions n° 296, ainsi que ses avenants antérieurs ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 décembre 2025 relative à l’adoption de l’avenant 2025 ;

Considérant qu’il y était prévu une nouvelle étude actuarielle début 2026, laquelle donnerait lieu à un second avenant intégrant les données actualisées du personnel ;

Considérant qu’Ethias a renouvelé l’étude actuarielle sur la base de données

actualisées et d'hypothèses adaptées en fonction de l'évolution du contexte socio-économique ;

Considérant que, sur cette base, un avenant est proposé afin d'adapter le plan de financement et, en conséquence, l'alimentation du fonds de réserves de l'assurance pensions ;

Considérant que l'avenant prévoit, par dérogation au plan de financement annexé à la convention d'assurance pensions n° 296, la fixation des primes dues pour les années 2026 à 2032 ;

Considérant qu'en 2032, une nouvelle étude actuarielle sera réalisée afin de fixer les montants des primes des années suivantes, lesquels feront l'objet d'un nouvel avenant ;

Considérant que cet avenant produit ses effets à partir du 1er août 2026 et doit être annexé au contrat qu'il modifie pour régler conjointement les droits et obligations des parties ;

Considérant que l'adoption de l'avenant est nécessaire afin de permettre la mise en œuvre du plan de financement actualisé et l'intégration budgétaire correspondante ;

Décide :

1. D'approuver l'avenant à l'assurance pensions n° 296 entre Ethias et la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode, avec prise d'effet au 01/08/2026, tel que transmis par Ethias et annexé à la présente délibération ;
2. De mandater le Collège pour signer ledit avenant et accomplir toutes formalités utiles à son exécution.

Goedkeuring van het bijvoegsel bij de pensioenverzekering nr. 296 bij het contract tussen de Gemeente en Ethias.

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Gelet op de raamovereenkomst gesloten tussen de Gemeente en Ethias betreffende de pensioenverzekering nr. 296, evenals de eerdere aanhangsels bij de overeenkomst ;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 17 december 2025 betreffende de goedkeuring van het aanhangsel bij de overeenkomst 2025 ;

Overwegende dat hierin een nieuwe actuariële studie was voorzien voor begin 2026, die aanleiding zou geven tot een tweede aanhangsel bij de overeenkomst waarin de bijgewerkte personeelsgegevens zouden worden geïntegreerd ;

Overwegende dat Ethias de actuariële studie heeft hernieuwd op basis van bijgewerkte gegevens en hypothesen die zijn aangepast aan de evolutie van de sociaal-economische context ;

Overwegende dat op basis hiervan een aanhangsel bij de overeenkomst wordt voorgesteld om het financieringsplan en bijgevolg de stortingen in het reservefonds van de pensioenverzekering aan te passen ;

Overwegende dat de aanhangsels bij de overeenkomst, in afwijking van het financieringsplan dat als bijlage bij pensioenverzekeringsovereenkomst nr. 296 is gevoegd, voorziet in de vaststelling van de verschuldigde premies voor de jaren 2026 tot en met 2032 ;

Overwegende dat in 2032 een nieuwe actuariële studie zal worden uitgevoerd om de premiebedragen voor de daaropvolgende jaren vast te stellen, die het voorwerp zullen vormen van een nieuw aanhangsel bij de overeenkomst ;

Overwegende dat dit aanhangsel bij de overeenkomst in werking treedt op 1 augustus 2026 en als bijlage moet worden gevoegd bij de overeenkomst die zij wijzigt,

teneinde de rechten en plichten van de partijen gezamenlijk te regelen ;
Overwegende dat de goedkeuring van het aanhangsel bij de overeenkomst noodzakelijk is om de uitvoering van het bijgewerkte financieringsplan en de bijbehorende opname in de begroting mogelijk te maken ;

Besluit:

1. Het aanhangsel bij de overeenkomst van de pensioenverzekering nr. 296 tussen Ethias en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node goed te keuren, met ingang van 01/08/2026, zoals doorgegeven door Ethias en bijgevoegd bij dit besluit;
2. Het College te machtigen om genoemd aanhangsel bij de overeenkomst te ondertekenen en alle formaliteiten te vervullen die nodig zijn voor de uitvoering ervan.

02.09.2026/A/0016 **PSE ; Promotion de la Santé à l'Ecole ; Renouvellement d'agrément 2024-2030 ; Dossier d'agrément du SPSE de Saint-Josse-ten-Noode.**

Le Conseil,

Vu le décret du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2022 fixant la procédure et les conditions d'agrément ainsi que les modalités de subventionnement des services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant le renouvellement d'agrément des services de promotion de la santé pour les années 2024-2030 ;

Considérant que la Commune de Saint-Josse-ten-Noode (ci-après la Commune) ne réunissait pas en 2024, les conditions d'agrément requises notamment du fait de sa localisation estimée non conforme par l'ONE ;

Que en vue de cette mise en conformité, la Commune a entrepris des travaux de réaménagement de locaux existants sis rue Royale 284 (à l'antenne « Royale » de l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode), attribués officiellement, depuis le 18 mai 2026 au SPSE de Saint-Josse (entrée, rue Saint-François 67);

Considérant les pièces constitutives du dossier d'agrément du Service PSE de Saint-Josse-ten-Noode (ci-après SPSE St-Josse) à introduire auprès de l'ONE et comportant :

- La localisation du SPSE de Saint-Josse en ce compris sa fiche signalétique d'identification et les plans des locaux pour l'antenne désignée avec identification des locaux et leurs dimensions, accompagnés des rapports SRI et SIPP.
- Les conventions avec les écoles de tutelle en ce compris la liste des écoles sous tutelle.
- Les données du personnel : la composition de l'équipe PSE et les diplômes/formations obtenus/suivies (+ l'encodage de ces données via la plateforme « Mon équipe » du site pro.one.be).
- Le projet de service contenant la description du SPSE et de la population de tutelle, les priorités, les objectifs, le plan d'action, les modalités d'évaluation en

ce compris un document d'information à destination des usagers (élèves, étudiants et parents, etc).

Considérant que le dossier, une fois, complet, est à envoyer par lettre recommandée à l'Office de la Naissance et de l'Enfance dit ONE ;

Décide :

De l'approbation du dossier d'agrément du SPSE de Saint-Josse-ten-Noode et de ses annexes.

De procéder, par la suite, à son envoi par lettre recommandée à l'Office de la Naissance et de l'Enfance dit ONE, à la Direction de la Promotion de la santé à l'école sis Chaussée de Charleroi 95 à B-1060 Bruxelles ce en vue de son agrément.

02.09.2026/A/0017 **PSE; Promotion de la santé à l'école; Convention de collaboration entre la Commune et la Maison Médicale Univers Santé**

Le Conseil,

Vu les articles 128 et 135 de la Constitution ;

Vu le décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités ;

Vu l'arrêté de Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2022 fixant la procédure et les conditions d'agrément, les modalités de subventionnement des services de promotion de la santé à l'école, ainsi que le projet de service en application du décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités;

Vu l'ordonnance bruxelloise du 17 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu le [Règlement \(UE\) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données](#), tout particulièrement son article 9 relatif au Traitement portant sur des catégories particulières de données à caractère personnel » dites, données sensibles ;

Considérant que la note de politique générale 2024-2030 de la Commune identifie la santé scolaire comme une priorité de l'action communale ;

Considérant que le Pouvoir organisateur est tenu de disposer d'un service de promotion de la santé à l'école agréé par l'ONE afin d'assurer les missions prévues par le décret du 14 mars 2019 au bénéfice de ses écoles de tutelle ;

Considérant que, dans le cadre du renouvellement de son agrément 2024-2030, la Commune a entrepris les démarches nécessaires à la constitution d'un nouveau dossier répondant aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne la désignation d'un médecin référent et l'organisation du Service PSE ;

Considérant que le PSE est localisé rue Royale 284 (entrée rue St. François 67) au sein de l'antenne « Royale » de l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode à la suite des travaux de réaménagement réalisés par la Commune ;

Considérant que le départ à la retraite du précédent médecin référent fin décembre 2024 a rendu nécessaire la recherche d'un nouveau partenariat médical afin d'assurer la continuité du Service ;

Considérant que la Maison Médicale Univers Santé a manifesté son intérêt pour mettre à disposition un médecin référent ainsi que des médecins de renfort, dans le respect de leur indépendance professionnelle, des règles déontologiques et du secret

médical ;

Que le Collège communal a, par sa décision du 31 mars 2026, marqué son accord de principe à l'engagement du Dr. Nicolas Delhayé mis à disposition par la Maison Médicale Univers Santé en qualité de médecin-référent pour le PSE de Saint-Josse-ten-Noode à partir du 1^{er} avril 2026 ;

Que la décision de Collège précitée mentionne également que la MMUS communiquera par la suite les noms des autres médecins (2 à 3) qui seront en renfort/remplacement du médecin-référent proposé ;

Considérant que les médecins mis à disposition exercent leurs missions dans le respect de leur indépendance professionnelle, des règles déontologiques applicables et du secret médical ;

Considérant les écoles du réseau d'enseignement communal dites écoles de tutelle relevant du PO et plus précisément, leurs populations scolaires, qui seront les bénéficiaires de cette politique locale de prévention en santé et en matière de médecin scolaire ;

Considérant qu'il convient de définir les droits et obligations respectifs des parties afin d'organiser leur collaboration dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables ;

Que la présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre la Commune, agissant pour le compte du Service de Promotion de la Santé à l'École (PSE), et la Maison Médicale Univers Santé (MMUS), afin d'assurer les missions prévues par le décret du 14 mars 2019 au bénéfice des écoles de tutelle du Pouvoir organisateur;

Décide:

- De marquer son accord de principe à la convention entre la Commune et la Maison Médicale Univers Santé dans le cadre du PSE - Promotion de la Santé à l'Ecole.
- De soumettre la présente convention à l'approbation du plus prochain Conseil communal.

1 annexe / 1 bijlage

02.09.2026/A/0018 **Département Rénovation Urbaine ; Cellule Mobilité ; Modification du règlement du 22 juin 2022 relatif à l'instauration d'une Zone à Accès Limité (ZAL) sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode - Approbation**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physique à l'égard des traitements des données à caractère personnel ;

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, telle que modifiée par la loi du 21 mars 2018 ;

Vu les articles 60 et suivants du règlement général du 1^{er} décembre 1975 sur la police de circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu le règlement du Conseil communal du 22 juin 2022 relatif à l'instauration d'une Zone à Accès Limité (ZAL) sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que le règlement adopté le 22 juin 2022, prévoit le principe de l'instauration d'une Zone à Accès Limité Chaussée de Louvain située sur le territoire communal;

Considérant que la mise en œuvre effective de cette première ZAL nécessite une adaptation du règlement en vigueur afin notamment de préciser les conditions d'accès, les modalités de contrôle et de constatations des infractions ;

Considérant qu'il est également opportun de prévoir un cadre réglementaire permettant la création, par décision ultérieure des autorités Communales compétentes, d'autres Zones à Accès Limité sur le territoire de la Commune lorsque les besoins en mobilité et en sécurité le justifient ;

Considérant dès lors la nécessité de modifier le règlement du 22 juin 2022 afin de permettre la mise en œuvre de la première Zone à Accès Limité et d'encadrer juridiquement les éventuelles futures Zones à Accès Limité ;

Décide :

- D'approuver les modifications du règlement du 22 juin 2022 relatif à l'instauration d'une Zone à Accès Limité sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, telles que reprises en annexe ;
- De déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins la possibilité de déterminer et d'instaurer, conformément au règlement, d'autres Zones à Accès Limité sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;
- De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale ;

Dienst Stadsvernieuwing ; Cel Mobiliteit ; Wijziging van het reglement van 22 juni 2022 betreffende de instelling van een zone met beperkte toegang (ZBT) op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node - Goedkeuring

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens ;

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens ;

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, zoals gewijzigd door de wet van 21 maart 2018 ;

Gelet op artikelen 60 en volgende van het algemeen reglement van 1 december 1975 betreffende de politie over het wegverkeer ;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald ;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg ;

Gelet op het reglement van de Gemeenteraad van 22 juni 2022 betreffende de instelling van een zone met beperkte toegang (ZBT) op het grondgebied van de

Gemeente Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat het reglement goedgekeurd op 22 juni 2022 voorziet in het principe van de invoering van een zone met beperkte toegang op de Leuvensesteenweg, gelegen op het gemeentelijk grondgebied ;

Overwegende dat de daadwerkelijke invoering van deze eerste ZBT een aanpassing van het geldende reglement vereist, teneinde met name de toegangsvoorwaarden en de modaliteiten voor de controle en de vaststelling van overtredingen nader te bepalen ;

Overwegende dat het tevens aangewezen is te voorzien in een regelgevend kader dat de bevoegde gemeentelijke autoriteiten in staat stelt om, bij een latere beslissing, andere zone met beperkte toegang op het grondgebied van de Gemeente in te voeren wanneer de mobiliteits- en veiligheidsnoden dit rechtvaardigen ;

Overwegende bijgevolg dat het noodzakelijk is het reglement van 22 juni 2022 te wijzigen teneinde de invoering van de eerste zone met beperkte toegang mogelijk te maken en een juridisch kader te bieden voor eventuele toekomstige zones met beperkte toegang ;

Besluit :

- de wijzigingen van het reglement van 22 juni 2022 betreffende de instelling van een zone met beperkte toegang op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node goed te keuren, zoals bijgevoegd in de bijlage ;
- het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om, overeenkomstig het reglement, andere zones met beperkte toegang op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node vast te stellen en in te voeren ;
- deze beraadslaging door te zenden aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

02.09.2026/A/0019 **Service Rénovation urbaine ; Politique de soutien à la mise en œuvre des contrats de rénovation urbaine ; Approbation de la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et fixation des modalités de subvention pour la période du 1er avril 2026 au 31 mars 2027**

Le Conseil communal,

Vu le courrier du **17 juillet 2026** de la Secrétaire d'Etat du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, Ans Persoons, chargée de la Rénovation Urbaine, annonçant que le Gouvernement- en sa séance du 25 juin 2026 – a décidé d'octroyer un subside de la Politique de Soutien à destination des Communes pour les Contrats de Rénovation Urbaine actifs ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juin 2026 octroyant à la Commune une subvention de **19.337,00 €**, à charge du budget régional 2026 (article budgétaire **43.072.15.01.4322** – poste budgétaire **43.072.08**) ;

Considérant que cette subvention est destinée à financer le personnel contractuel chargé du suivi de la politique de soutien au niveau local ;

Vu le courrier du 31 juillet 2026 de la Direction de la Rénovation Urbaine (URBAN.brussels) et la convention relative à ce financement ;

Considérant que la convention précise les modalités d'octroi, de liquidation et de justification de la subvention ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ,

Décide :

- D'approuver la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode relative à la politique de soutien dont la subvention s'élève à **19.337,00 €** pour la période du 1^{er} avril 2026 au 31 mars 2027 ;
- De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et la Secrétaire communale, de signer la convention précitée et de la procéder à toutes les démarches nécessaires à l'exécution de cette décision, notamment l'introduction de la déclaration de créance.

Dienst voor Stadsvernieuwing ; Beleidsmaatregelen ter ondersteuning van de uitvoering van de stadsvernieuwingscontracten ; Goedkeuring van de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node en vaststelling van de subsidievoorwaarden voor de periode van 1 april 2026 tot 31 maart 2027

De Gemeenteraad,

Gelet op de brief van 17 juli 2026 van de Staatssecretaris van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, Ans Persoons, belast met Stadsvernieuwing, waarin wordt aangekondigd dat de Regering - in haar zitting van 25 juni 2026 - heeft beslist om de subsidie van het Ondersteuningsbeleid voor Gemeenten voor actieve Stadsvernieuwingscontracten te verlengen ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 juni 2026 waarbij aan de Gemeente een subsidie van **19.337,00 €** wordt toegekend, ten laste van de gewestelijke begroting 2025 (begrotingsartikel **43.072.15.01.4322** - begrotingspost **43.072.08**) ;

Overwegende dat deze subsidie bestemd is om het contractueel personeel te financieren dat belast is met de opvolging van het ondersteuningsbeleid op lokaal niveau ;

Gelet op de brief van 31 juli 2026 van de Directie Stadsvernieuwing (URBAN.brussels) en de overeenkomst betreffende deze financiering;

Overwegende dat de overeenkomst de voorwaarden voor de toekenning, betaling en verantwoording van de subsidie bepaalt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

- De overeenkomst goed te keuren tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node betreffende het ondersteuningsbeleid waarvan de subsidie **19.337,00 €** bedraagt voor de periode van 1 april 2026 tot 31 maart 2027 ;
- Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaresse, te belasten met de ondertekening van voornoemde overeenkomst en het ondernemen van alle nodige stappen voor de uitvoering van dit besluit, waaronder de indiening van de aangifte van schuldvordering.

2016-2018 – Dotation Triennale de Développement, Projet n° 3; Ecole H.Frick : Travaux de rénovation de l'éclairage"; justification de la délibération du Conseil communal du 30 juin 2026 relative à l'application de l'article 249, §1er, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale ; prise d'acte et maintien

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 249 ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 9, alinéa 1er ;

Vu la délibération du Conseil communal du 30 juin 2026, par laquelle celui-ci a pris connaissance et admis les dépenses relatives à cinq dossiers traités en application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale, dont les deux dossiers suivants :

- Programme Triennal d'Investissement 2016-2018 – Dotation Triennale de Développement, Projet n° 3 ; École H. Frick : travaux de rénovation de l'éclairage — approbation de l'avenant 1 (n° BOS : 70662) ;
- Marché d'entretien préventif et mise en conformité des systèmes de détection incendie pour l'année 2024, reconductible tacitement trois fois — approbation de l'avenant 1 (n° BOS : 70706) ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 juillet 2026, par lequel le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux suspend l'exécution de la délibération du 30 juin 2026 précitée, en ce qui concerne ces deux dossiers ;

Vu le courrier de Bruxelles Pouvoirs Locaux notifiant cet arrêté à la Commune en date du 27 juillet 2026, rappelant la demande d'informations complémentaires précédemment adressée au Collège le 10 juillet 2026 relative aux travaux de rénovation de l'éclairage et à la mise en conformité du système de détection incendie de l'école H. Frick ;

Considérant que l'arrêté de suspension impose au Conseil communal de justifier ou de retirer les actes suspendus, sous peine de nullité de ceux-ci, l'acte de justification devant être transmis au Gouvernement dans un délai de quarante jours à dater de la réception de l'arrêté de suspension ;

Considérant que, dans le courrier du 27 juillet 2026, l'autorité de Tutelle demande des réponses à trois questions et qu'un courrier de réponse, adressé à la Région et annexé à la présente décision, a été rédigé pour y répondre ;

Considérant que le marché "Programme Triennal d'Investissement 2016-2018 – Dotation Triennale de Développement, Projet n° 3; Ecole H.Frick : Travaux de rénovation de l'éclairage" a été attribué par décision du Collège du 21 décembre 2018 à WM Électricité SPRL, rue des Sources, 4 à 6220 Fleurus, pour un montant négocié de 230.518,53 € (6 % TVAC) (n° Bos : 35448), porté à 253.570,38 € TVAC compte tenu de la réserve de 10 % pour la révision des prix et les variations de quantités présumées ;

Considérant que ce marché n'a débuté que le 17 mars 2025, soit plus de six ans après son attribution ; que ce délai s'explique par des raisons budgétaires et organisationnelles : l'Administration a dû attendre l'achèvement d'autres chantiers déjà en cours sur le territoire communal, notamment ceux de la rénovation de l'éclairage et de l'ancienne aile du Lycée, retardés par des découvertes de chantier et par la pandémie de Covid-19 ; que ces chantiers clôturés en novembre 2024, et ne disposant plus de locaux disponibles pour reloger l'école durant les travaux, l'Administration a dû élaborer une stratégie d'exécution phasée, en profitant des congés scolaires successifs, afin de permettre le déménagement progressif des étages tout en maintenant l'occupation de l'établissement ;

Considérant que le « marché d'entretien préventif et mise en conformité des systèmes de détection incendie pour l'année 2024 et reconductible tacitement trois fois », comprenant notamment le lot n° 19 relatif à l'école H. Frick, a été attribué par décision

du Collège du 21 décembre 2023 à Safe & Sound SRL, rue du Bourdon, 119 à 1180 Uccle (n° Bos : 58986) ;

Considérant que le marché relatif à la rénovation des faux-plafonds de l'école H. Frick a par ailleurs été attribué par décision du Collège du 17 décembre 2024 à Unic Concept, avenue Mutsaard 76-60 à 1020 Bruxelles (n° Bos : 64201) ;

Considérant qu'il est apparu, à l'issue de l'exécution de ces travaux de rénovation de l'éclairage et des faux-plafonds menés par ces entreprises tierces, que l'installation de détection incendie de l'école H. Frick était devenue hors service ; que le câblage et une partie des détecteurs ont été endommagés à l'occasion de ces travaux, et que la batterie de la centrale incendie était elle-même hors service, rendant nécessaire une mise à jour complète de l'installation pour répondre aux normes en vigueur ;

Considérant que, ces dommages étant survenus dans le cadre de travaux menés concomitamment par plusieurs intervenants distincts sur des éléments imbriqués du bâtiment (câblage, faux-plafonds, éclairage), leur origine exacte et leur imputabilité précise à l'un ou l'autre des adjudicataires ne peuvent, en l'état, être établies avec certitude sur la seule base des éléments actuellement en possession de l'Administration ;

Considérant que, dans ce contexte, et compte tenu de l'urgence à remettre en service l'installation de détection incendie afin d'assurer la sécurité au sein du bâtiment scolaire, ces travaux complémentaires ont été confiés, pour des raisons techniques, de compatibilité avec l'installation existante et de responsabilité relative au système de détection incendie, à la société Safe & Sound, déjà adjudicataire du marché d'entretien préventif ; que cette société a remis une offre pour un montant total de 30.250,97 € TVAC (28.538,65 € HTVA), approuvée par avenant 1 par décision du Collège du 27 mai 2026 (n° Bos : 70706) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense n'était pas encore disponible au budget extraordinaire de l'exercice 2026 au moment de la décision, celui-ci n'étant pas encore approuvé, ce qui a justifié le recours à l'article 249, § 1er, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que le surcoût de 30.234,37 € relatif à l'avenant 1 du marché de rénovation de l'éclairage, également couvert par l'article 249, est quant à lui sans lien avec les dégâts constatés sur le système de détection incendie ; qu'il correspond à l'insuffisance de la réserve de 10 % initialement prévue pour la révision des prix et les variations de quantités présumées, insuffisance résultant de la forte hausse des indices de révision de prix observée depuis la pandémie ;

Considérant que l'Administration examinera, sur la base d'une analyse technique et contractuelle complémentaire, si l'imputabilité des dégâts constatés au système de détection incendie peut être établie avec un degré de certitude suffisant à l'égard de l'un ou l'autre des adjudicataires ayant réalisé les travaux de rénovation de l'éclairage et des faux-plafonds, en vue d'apprécier l'opportunité d'un recours à leur encontre ;

Considérant que l'ensemble de ces éléments, exposés en réponse à la demande d'informations complémentaires du 10 juillet 2026, justifient le recours à l'article 249 de la Nouvelle loi communale pour les deux dossiers visés par la suspension ;

Décide :

- de prendre acte de l'arrêté ministériel de suspension du 24 juillet 2026 suspendant l'exécution de la délibération du Conseil communal du 30 juin 2026, en ce qui concerne les dossiers relatifs aux travaux de rénovation de l'éclairage de l'école H. Frick et à la mise en conformité du système de détection incendie de cette même école.

- De justifier et de maintenir, pour les motifs exposés ci-avant, la délibération du Conseil communal du 30 juin 2026 en ce qu'elle concerne le dossier d'approbation de l'avenant 1 du marché "Programme Triennal d'Investissement 2016-2018 – Dotation

Triennale de Développement, Projet n° 3; Ecole H.Frick : Travaux de rénovation de l'éclairage".

- de procéder à la notification de la présente auprès de l'autorité de Tutelle.

Goedkeuring van aanhangsel nr. 1 bij de opdracht "Driejarig investeringsprogramma 2016-2018 – Driejarige Ontwikkelingsdotatie, project nr. 3; School H. Frick : renovatiewerken aan de verlichting"; motivering van het besluit van de Gemeenteraad van 30 juni 2026 betreffende de toepassing van artikel 249, § 1, lid 2, van de Nieuwe Gemeentewet; akteneming en handhaving.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 249 ;

Gelet op het besluit van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid artikel 9, lid 1 ;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 30 juni 2026, waarbij deze kennis heeft genomen van en goedkeuring heeft verleend voor de uitgaven met betrekking tot vijf dossiers die worden behandeld overeenkomstig artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, waaronder de volgende twee dossiers :

- Driejarig Investeringsprogramma 2016-2018 – Driejarige Ontwikkelingsdotatie, Project nr. 3; School H. Frick : renovatiewerken aan de verlichting — goedkeuring van aanhangsel 1 (BOS-nr.: 70662) ;
- Opdracht voor preventief onderhoud en in conformiteit brengen van branddetectiesystemen voor het jaar 2024, stilzwijgend driemaal verlengbaar — goedkeuring van aanhangsel 1 (nr. BOS: 70706) ;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 juli 2026, waarbij de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Lokale besturen, de uitvoering van het bovengenoemde besluit van 30 juni 2026 opschort wat deze twee dossiers betreft ;

Gelet op de brief van Brussel Lokale Besturen van 27 juli 2026, waarin dit besluit aan de Gemeente wordt meegedeeld en wordt herinnerd aan het verzoek om aanvullende informatie dat eerder, op 10 juli 2026, aan het College was gericht met betrekking tot de renovatiewerken aan de verlichting en het in conformiteit brengen van het branddetectiesysteem van de school H. Frick ;

Overwegende dat het schorsingsbesluit de Gemeenteraad verplicht de geschorste besluiten te motiveren of in te trekken, op straffe van nietigheid hiervan, waarbij de motivering binnen veertig dagen na ontvangst van het schorsingsbesluit aan de Regering moet worden toegezonden;

Overwegende dat de toezichthoudende overheid in de brief van 27 juli 2026 om antwoorden op drie vragen verzoekt en dat er een antwoordbrief, gericht aan het Gewest en als bijlage bij dit besluit gevoegd, werd opgesteld om deze vragen te beantwoorden ;

Overwegende dat de opdracht "Driejarig investeringsprogramma 2016-2018 – Driejarige Ontwikkelingsdotatie, project nr. 3; School H. Frick : renovatiewerken aan de verlichting" bij besluit van het College van 21 december 2018 werd gegund aan WM Électricité SPRL, rue des Sources 4, 6220 Fleurus, voor een onderhandeld bedrag van 230.518,53 € (6 % incl. btw) (Bos-nr.: 35448), verhoogd tot 253.570,38 € incl. btw, rekening houdend met de reserve van 10 % voor prijsherzieningen en verwachte hoeveelheidswijzigingen ;

Overwegende dat deze opdracht pas op 17 maart 2025 van start is gegaan, hetzij meer dan zes jaar na de gunning ervan; dat deze vertraging te wijten is aan budgettaire en organisatorische redenen: de Gemeente moest wachten tot andere, reeds lopende bouwprojecten op het gemeentelijk grondgebied waren voltooid, met name de renovatie van de verlichting en de oude vleugel van het lyceum, die vertraging hadden

opgelopen door onverwachte vondsten op de bouwplaats en door de Covid-19-pandemie ; aangezien deze bouwprojecten in november 2024 werden afgerond en er geen lokalen meer beschikbaar waren om de school tijdens de werkzaamheden te herhuisvesten, moest het gemeentebestuur een strategie voor gefaseerde uitvoering uitwerken, waarbij gebruik werd gemaakt van de opeenvolgende schoolvakanties, om de geleidelijke verhuizing van de verdiepingen mogelijk te maken terwijl de school in gebruik bleef ;

Overwegende dat de "opdracht voor preventief onderhoud en in conformiteit brengen van branddetectiesystemen voor het jaar 2024, stilzwijgend driemaal verlengbaar", met inbegrip van met name perceel nr. 19 betreffende de school H. Frick, bij besluit van het College van 21 december 2023 werd gegund aan Safe & Sound SRL, Horzelstraat 119 te 1180 Ukkel (Bos-nr.: 58986) ;

Overwegende dat de opdracht met betrekking tot de renovatie van de verlaagde plafonds van de school H. Frick bovendien bij besluit van het College van 17 december 2024 werd gegund aan Unic Concept, Mutsaardlaan 76-60 te 1020 Brussel (Bos-nr.: 64201) ;

Overwegende dat na afloop van de uitvoering van deze renovatiewerken aan de verlichting en de verlaagde plafonds, uitgevoerd door deze externe bedrijven, is gebleken dat de branddetectie-installatie van de school H. Frick buiten werking was geraakt; dat de bekabeling en een deel van de brandmelders tijdens deze werken beschadigd waren geraakt en dat de batterij van de brandmeldcentrale zelf ook buiten werking was geraakt, waardoor een volledige modernisering van de installatie noodzakelijk was om aan de geldende normen te voldoen ;

Overwegende dat, aangezien deze schade is ontstaan in het kader van werken die gelijktijdig door verschillende aannemers werden uitgevoerd aan onderling verweven onderdelen van het gebouw (bekabeling, verlaagde plafonds, verlichting), de exacte oorzaak ervan en de precieze toerekenbaarheid aan een van de opdrachtnemers in de huidige stand van zaken niet met zekerheid kan worden vastgesteld op basis van de gegevens waarover de administratie momenteel beschikt ;

Overwegende dat, in deze context en gezien de urgentie om de branddetectie-installatie weer in gebruik te nemen teneinde de veiligheid in het schoolgebouw te waarborgen, deze aanvullende werkzaamheden om technische redenen, met het oog op de compatibiliteit met de bestaande installatie en de verantwoordelijkheid met betrekking tot het branddetectiesysteem, werden toevertrouwd aan de onderneming Safe & Sound, die reeds opdrachtnemer was van de aanbesteding voor preventief onderhoud ; dat deze onderneming een offerte heeft ingediend voor een totaalbedrag van 30.250,97 € incl. btw (28.538,65 € excl. btw), goedgekeurd bij aanhangsel 1 bij besluit van het College van 27 mei 2026 (nr. Bos: 70706);

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave op het moment van het besluit nog niet beschikbaar was in de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2026, aangezien deze nog niet was goedgekeurd, hetgeen rechtvaardigde dat gebruik werd gemaakt van artikel 249, § 1, lid 2, van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat de meerkosten van 30.234,37 € in verband met aanhangsel nr. 1 bij de opdracht voor de renovatie van de verlichting, die eveneens onder artikel 249 vallen, geen verband houden met de vastgestelde schade aan het branddetectiesysteem; dat deze voortvloeien uit het tekort aan de aanvankelijk voorziene reserve van 10 % voor prijsherzieningen en verwachte hoeveelheidswijzigingen, een tekort dat het gevolg is van de sterke stijging van de prijsherzieningsindexen sinds het uitbreken van de pandemie ;

Overwegende dat de administratie, op basis van een aanvullende technische en contractuele analyse, zal onderzoeken of de toerekenbaarheid van de vastgestelde schade aan het branddetectiesysteem met voldoende zekerheid kan worden vastgesteld ten aanzien van een van de opdrachtnemers die de renovatiewerken aan de verlichting en de verlaagde plafonds hebben uitgevoerd, teneinde te beoordelen of het wenselijk

is een vordering tegen hen in te stellen ;

Overwegende dat al deze elementen, uiteengezet in antwoord op het verzoek om aanvullende informatie van 10 juli 2026, de toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet rechtvaardigen voor de twee dossiers waarop de schorsing betrekking heeft ;

Besluit:

- kennis te nemen van het ministerieel besluit tot schorsing van 24 juli 2026, waarbij de uitvoering van het besluit van de Gemeenteraad van 30 juni 2026 wordt geschorst, voor wat betreft de dossiers inzake de renovatie van de verlichting van de school H. Frick en het in conformiteit brengen van het branddetectiesysteem van diezelfde school.

- om de hierboven uiteengezette redenen, het besluit van de Gemeenteraad van 30 juni 2026 te motiveren en te handhaven voor wat betreft het dossier inzake de goedkeuring van aanhangsel 1 bij de opdracht "Driejarig Investeringsprogramma 2016-2018 – Driejarige Ontwikkelingsdotatie, Project nr. 3; school H. Frick : renovatiewerken aan de verlichting".

- dit besluit ter kennis te brengen van de toezichthoudende overheid.

02.09.2026/A/0021 **Marché "Stade G. Petre : Travaux de remplacement du terrain synthétique de football" ; justification de la délibération du Conseil communal du 30 juin 2026 relative à l'application de l'article 249, §1er, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale ; prise d'acte et maintien.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 249 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 19 août 2025 approuvant les conditions, le montant estimé et le mode de passation du marché "Stade G. Petre : travaux de remplacement du terrain synthétique de football" (n° BOS 67085) ;

Vu la décision du 26 novembre 2025 du Conseil communal prenant connaissance et approuvant les dépenses prises en application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale pour l'approbation des conditions, du montant estimé et du mode de passation du marché "Stade G. Petre : travaux de remplacement du terrain synthétique de football" ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 26 novembre 2025 relative à l'attribution du marché "Stade G. Pètre : Travaux de remplacement du terrain synthétique de football" à Lesuco, rue des Praules, 11 à 5030 Gembloux pour le montant négocié de 168.868,81 € (21% TVA comprise) (n° Bos : 67602) ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, article 9, 1er alinéa ;

Vu l'arrêté ministériel 2026-247047 du 24 juillet 2026 signé par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale Ahmed LAAOUEJ ;

Vu le dispositif de l'arrêté précité, lequel énonce que :

« Article 1er . L'exécution de la délibération du 30 juin 2026, par laquelle le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode prend connaissance et admet les dépenses sous couvert de l'Art. 249 de la Nouvelle Loi Communale, est suspendue pour les décisions relatives au Stade G. Petre, aux travaux de rénovation de l'électricité, à la mise en conformité du système incendie.

Article 2. Le présent arrêté est notifié au Collège des Bourgmestre et Echevins chargé

de le communiquer au Conseil communal lors de la prochaine séance. Le Conseil communal justifie ou retire l'acte suspendu. Sous peine de nullité de l'acte suspendu, la décision par laquelle il justifie ou retire l'acte suspendu. Sous peine de nullité de l'acte suspendu, l'acte par lequel il justifie ou retire l'acte suspendu doit être transmis au Gouvernement dans un délai de quarante jours à dater de la réception de l'arrêté de suspension. » ;

Vu le courrier du 27 juillet 2026 portant notification de cet arrêté par Bruxelles Pouvoirs Locaux ;

Considérant que le marché "Stade G. Petre : Travaux de remplacement du terrain synthétique de football" a été attribué par décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 26 novembre 2025, en application de l'article 249, §1er, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale;

Considérant que cette décision aurait dû, conformément à l'article 249, §1er, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale, être portée sans délai à la connaissance du Conseil communal ;

Considérant que l'oubli de la demande d'information du Conseil lors du passage du dossier dans le système Bos explique que cette transmission n'est pas intervenue à la séance du Conseil qui suivait la décision du Collège du 26 novembre 2025 ;

Considérant que la délibération du 30 juin 2026 du Conseil communal de Saint-Josseten-Noode, mentionnée dans l'arrêté ministériel, ne concerne pas la décision d'attribution du Collège des Bourgmestre et Échevins du 26 novembre 2025, en application de l'article 249, §1er, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale, pour le marché "Stade G. Pètre : Travaux de remplacement du terrain synthétique de football ;

Considérant qu'il y a lieu, par la présente délibération, de régulariser formellement cette transmission auprès de l'autorité de tutelle ;

Considérant que le terrain synthétique du Stade Georges Petre est devenu impropre à l'usage à la suite :

- de l'émergence excessive de billes de caoutchouc qui ne restaient plus fixées dans la trame du revêtement,
- de la sortie de sable en surface, rendant le terrain glissant et impraticable,
- de l'absence ou la détérioration complète de la couche amortissante, essentielle à la réduction des chocs lors de chutes ou de tacles,
- et de la surface extrêmement dure et abrasive, provoquant des blessures ouvertes (plaies sanglantes) en cas de chute ;

Considérant que cette situation, rendant impossible la tenue des activités sportives communales qui y sont organisées, compromettrait la continuité du service public sportif et justifiait une intervention immédiate ;

Considérant que le budget extraordinaire de l'exercice 2025 n'était pas disponible au moment de la nécessité de réparation urgente des dégradations ;

Considérant que la prolongation de l'indisponibilité du terrain aurait aggravé le préjudice pour le service public sportif ; qu'en effet les clubs ne pouvaient plus continuer à utiliser le terrain qui constituait une menace sérieuse et immédiate pour la sécurité physique des joueurs et joueuses de toute âge ;

Considérant que c'est dans ces circonstances impérieuses et imprévues que le Collège a fait application de l'article 249, §1er, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 7643/724-60/-/18 du budget extraordinaire de l'exercice 2025, financé en fonds propres par la vente de bâtiments ;

Considérant qu'au vu de ce qui précède, ces dépenses sont réclamées par des circonstances impérieuses et imprévues ;

Que dans ces circonstances, l'application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale pour des travaux de remplacement du terrain synthétique de football du stade Georges Petre est justifiée ;

Que par conséquent la délibération du Collège du 26 novembre 2025 relative à

l'attribution du marché peut être objectivement justifiée et qu'il n'y a pas lieu de la retirer ;

Décide :

- de prendre connaissance et d'admettre les dépenses en application de l'article 249 de la Nouvelle Loi communale pour la décision Collège du 26 novembre 2026 relative au marché "Stade G. Pètre : Travaux de remplacement du terrain synthétique de football";
- de justifier et au surplus, de confirmer, la présente décision prenant connaissance et approuvant les dépenses prises en application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale pour des travaux de remplacement du terrain synthétique de football du stade Georges Petre.

Betreft: Aanbesteding "Stadion G. Petre: Werkzaamheden voor de vervanging van het kunstgrasveld voor voetbal"; motivering van het besluit van de Gemeenteraad van 30 juni 2026 betreffende de toepassing van artikel 249, § 1, lid 2, van de Nieuwe Gemeentewet ; akteneming en handhaving.

De Raad,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, met name de artikelen 117 en 249;

Gezien het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 augustus 2025 tot goedkeuring van de voorwaarden, het geraamde bedrag en de wijze van gunning van de opdracht "Stade G. Petre: vervangingswerkzaamheden aan het kunstgrasveld voor voetbal" (nr. BOS 67085);

Gezien het besluit van 26 november 2025 van de Gemeenteraad waarin kennis wordt genomen van en goedkeuring wordt verleend aan de uitgaven die zijn gedaan krachtens artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet voor de goedkeuring van de voorwaarden, het geraamde bedrag en de wijze van gunning van de opdracht "Stadion G. Petre: werkzaamheden voor de vervanging van het kunstgrasveld voor voetbal";

Gezien het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 november 2025 betreffende de gunning van de opdracht "Stadion G. Petre: Werkzaamheden voor de vervanging van het kunstgrasveld" aan Lesuco, rue des Praules 11, 5030 Gembloux voor het onderhandelde bedrag van 168.868,81 € (inclusief 21% btw) (Bos-nr.: 67602);

Gezien het besluit van 14 mei 1998 tot regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikel 9, eerste lid ;

Gezien het ministerieel besluit 2026-247047 van 24 juli 2026, ondertekend door de minister van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Ahmed LAAOUEJ ;

Gezien de bepalingen van het voornoemde besluit, waarin het volgende wordt bepaald:

«Artikel 1. De uitvoering van het besluit van 30 juni 2026, waarbij de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node er kennis van neemt en de uitgaven goedkeurt op grond van art. 249 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt opgeschort voor de besluiten betreffende het G. Petre-stadion, de renovatiewerkzaamheden aan de elektriciteitsinstallatie en het in overeenstemming brengen van het brandbeveiligingssysteem.

Artikel 2. Dit besluit wordt ter kennis gebracht van het College van Burgemeester en Schepenen, dat belast is het tijdens de volgende zitting aan de Gemeenteraad mee te delen. De Gemeenteraad rechtvaardigt of trekt de opgeschorte handeling in. Op straffe van nietigheid van de opgeschorte handeling moet het besluit waarmee de Gemeenteraad de opgeschorte handeling rechtvaardigt of intrekt, binnen veertig dagen na ontvangst van het opschortingsbesluit aan de Regering worden toegezonden. » ;

Gezien de brief van 27 juli 2026 houdende kennisgeving van dit besluit door Brussel Lokale Overheden;

Overwegende dat de opdracht “Stade G. Petre: Werkzaamheden voor de vervanging van het kunstgrasveld voor voetbal” bij besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 november 2025 is gegund, overeenkomstig artikel 249, § 1, lid 2, van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat dit besluit, overeenkomstig artikel 249, § 1, lid 2, van de Nieuwe Gemeentewet, onverwijld ter kennis van de Gemeenteraad had moeten worden gebracht;

Overwegende dat het feit dat het verzoek om informatie van de Raad bij de verwerking van het dossier in het Bos-systeem over het hoofd is gezien, verklaart waarom deze kennisgeving niet heeft plaatsgevonden tijdens de raadsvergadering die volgde op het besluit van het College van 26 november 2025;

Overwegende dat het besluit van 30 juni 2026 van de Gemeenteraad van Sint-Joosten-Node, waarnaar in het ministerieel besluit wordt verwezen, geen betrekking heeft op het gunningsbesluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 november 2025, overeenkomstig artikel 249, § 1, lid 2, van de Nieuwe Gemeentewet, voor de opdracht “G. Pètre-stadion: vervangingswerken van het kunstgrasveld voor voetbal”;

Overwegende dat het noodzakelijk is om bij dit besluit deze doorzending aan de toezichthoudende autoriteit formeel te regulariseren;

Overwegende dat het kunstgrasveld van het Stade Georges Petre ongeschikt is geworden voor gebruik als gevolg van:

- het overmatig naar boven komen van rubberkorrels die niet langer in het weefsel van de bekleding vastzaten,
- het naar boven komen van zand aan het oppervlak, waardoor het veld glad en onbespeelbaar werd,
- het ontbreken of de volledige aantasting van de dempende laag, die essentieel is voor het opvangen van schokken bij valpartijen of tackles,
- en het uiterst harde en schurende oppervlak, dat bij een val open wonden (bloedende wonden) veroorzaakte;

Overwegende dat deze situatie, die het onmogelijk maakte de daar georganiseerde gemeentelijke sportactiviteiten te houden, de continuïteit van de openbare sportdienst in gevaar bracht en onmiddellijk ingrijpen rechtvaardigde;

Overwegende dat de buitengewone begroting voor het boekjaar 2025 niet beschikbaar was op het moment dat de schade dringend moest worden hersteld;

Overwegende dat een voortdurende onbeschikbaarheid van het terrein de schade voor de openbare sportdienst zou hebben verergerd; dat de clubs het terrein immers niet langer konden blijven gebruiken, aangezien het een ernstige en onmiddellijke bedreiging vormde voor de fysieke veiligheid van spelers en speelsters van alle leeftijden;

Overwegende dat het College onder deze dwingende en onvoorziene omstandigheden artikel 249, § 1, lid 2, van de Nieuwe Gemeentewet heeft toegepast;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave is opgenomen in artikel 7643/724-60/-/18 van de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2025, gefinancierd in eigen vermogen door de verkoop van gebouwen ;

Overwegende dat, gezien het voorgaande, deze uitgaven worden ingegeven door dwingende en onvoorziene omstandigheden;

Dat onder deze omstandigheden de toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet voor de vervanging van het kunstgrasveld van het Georges Petre-stadion gerechtvaardigd is;

Dat bijgevolg het besluit van het College van 26 november 2025 betreffende de gunning van de opdracht objectief gerechtvaardigd kan worden en dat er geen reden is om dit in te trekken;

Besluit:

- kennis te nemen van en de uitgaven goed te keuren overeenkomstig artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet voor het besluit van het College van 26 november 2026 betreffende de opdracht “Stade G. Pètre: Werkzaamheden voor de vervanging van het kunstgrasveld voor voetbal”;
- zijn huidige besluit, waarin kennis wordt genomen van en goedkeuring wordt verleend aan de uitgaven die zijn gedaan overeenkomstig artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet voor de vervangingswerkzaamheden van het kunstgrasveld van het Georges Petre-stadion, te motiveren en bovendien te bevestigen.

02.09.2026/A/0022 **Approbation de l’avenant 1 du « marché d’entretien préventif et mise en conformité des systèmes de détection incendie pour l’année 2024 et reconductible tacitement trois fois » ; justification de la délibération du Conseil communal du 30 juin 2026 relative à l’application de l’article 249, §1er, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale ; prise d’acte et maintien.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 249 ;

Vu l’ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l’article 9, alinéa 1er ;

Vu la délibération du Conseil communal du 30 juin 2026, par laquelle celui-ci a pris connaissance et admis les dépenses relatives à cinq dossiers traités en application de l’article 249 de la Nouvelle loi communale, dont les deux dossiers suivants :

- Programme Triennal d’Investissement 2016-2018 – Dotation Triennale de Développement, Projet n° 3 ; École H. Frick : travaux de rénovation de l’éclairage — approbation de l’avenant 1 (n° BOS : 70662) ;
- Marché d’entretien préventif et mise en conformité des systèmes de détection incendie pour l’année 2024, reconductible tacitement trois fois — approbation de l’avenant 1 (n° BOS : 70706) ;

Vu l’arrêté ministériel du 24 juillet 2026, par lequel le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux suspend l’exécution de la délibération du 30 juin 2026 précitée, en ce qui concerne ces deux dossiers ;

Vu le courrier de Bruxelles Pouvoirs Locaux notifiant cet arrêté à la Commune en date du 27 juillet 2026, rappelant la demande d’informations complémentaires précédemment adressée au Collège le 10 juillet 2026 relative aux travaux de rénovation de l’éclairage et à la mise en conformité du système de détection incendie de l’école H. Frick ;

Considérant que l’arrêté de suspension impose au Conseil communal de justifier ou de retirer les actes suspendus, sous peine de nullité de ceux-ci, l’acte de justification devant être transmis au Gouvernement dans un délai de quarante jours à dater de la réception de l’arrêté de suspension ;

Considérant que, dans le courrier du 27 juillet 2026, l’autorité de Tutelle demande des réponses à trois questions et qu’un courrier de réponse, adressé à la Région et annexé à la présente décision, a été rédigé pour y répondre ;

Considérant que le marché “Programme Triennal d’Investissement 2016-2018 – Dotation Triennale de Développement, Projet n° 3; Ecole H.Frick : Travaux de rénovation de l’éclairage” a été attribué par décision du Collège du 21 décembre 2018 à WM Électricité SPRL, rue des Sources, 4 à 6220 Fleurus, pour un montant négocié

de 230.518,53 € (6 % TVAC) (n° Bos : 35448), porté à 253.570,38 € TVAC compte tenu de la réserve de 10 % pour la révision des prix et les variations de quantités présumées ;

Considérant que ce marché n'a débuté que le 17 mars 2025, soit plus de six ans après son attribution ; que ce délai s'explique par des raisons budgétaires et organisationnelles : l'Administration a dû attendre l'achèvement d'autres chantiers déjà en cours sur le territoire communal, notamment ceux de la rénovation de l'éclairage et de l'ancienne aile du Lycée, retardés par des découvertes de chantier et par la pandémie de Covid-19 ; que ces chantiers clôturés en novembre 2024, et ne disposant plus de locaux disponibles pour reloger l'école durant les travaux, l'Administration a dû élaborer une stratégie d'exécution phasée, en profitant des congés scolaires successifs, afin de permettre le déménagement progressif des étages tout en maintenant l'occupation de l'établissement ;

Considérant que le « marché d'entretien préventif et mise en conformité des systèmes de détection incendie pour l'année 2024 et reconductible tacitement trois fois », comprenant notamment le lot n° 19 relatif à l'école H. Frick, a été attribué par décision du Collège du 21 décembre 2023 à Safe & Sound SRL, rue du Bourdon, 119 à 1180 Uccle (n° Bos : 58986) ;

Considérant que le marché relatif à la rénovation des faux-plafonds de l'école H. Frick a par ailleurs été attribué par décision du Collège du 17 décembre 2024 à Unic Concept, avenue Mutsaard 76-60 à 1020 Bruxelles (n° Bos : 64201) ;

Considérant qu'il est apparu, à l'issue de l'exécution de ces travaux de rénovation de l'éclairage et des faux-plafonds menés par ces entreprises tierces, que l'installation de détection incendie de l'école H. Frick était devenue hors service ; que le câblage et une partie des détecteurs ont été endommagés à l'occasion de ces travaux, et que la batterie de la centrale incendie était elle-même hors service, rendant nécessaire une mise à jour complète de l'installation pour répondre aux normes en vigueur ;

Considérant que, ces dommages étant survenus dans le cadre de travaux menés concomitamment par plusieurs intervenants distincts sur des éléments imbriqués du bâtiment (câblage, faux-plafonds, éclairage), leur origine exacte et leur imputabilité précise à l'un ou l'autre des adjudicataires ne peuvent, en l'état, être établies avec certitude sur la seule base des éléments actuellement en possession de l'Administration ;

Considérant que, dans ce contexte, et compte tenu de l'urgence à remettre en service l'installation de détection incendie afin d'assurer la sécurité au sein du bâtiment scolaire, ces travaux complémentaires ont été confiés, pour des raisons techniques, de compatibilité avec l'installation existante et de responsabilité relative au système de détection incendie, à la société Safe & Sound, déjà adjudicataire du marché d'entretien préventif ; que cette société a remis une offre pour un montant total de 30.250,97 € TVAC (28.538,65 € HTVA), approuvée par avenant 1 par décision du Collège du 27 mai 2026 (n° Bos : 70706) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense n'était pas encore disponible au budget extraordinaire de l'exercice 2026 au moment de la décision, celui-ci n'étant pas encore approuvé, ce qui a justifié le recours à l'article 249, § 1er, alinéa 2, de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que le surcoût de 30.234,37 € relatif à l'avenant 1 du marché de rénovation de l'éclairage, également couvert par l'article 249, est quant à lui sans lien avec les dégâts constatés sur le système de détection incendie ; qu'il correspond à l'insuffisance de la réserve de 10 % initialement prévue pour la révision des prix et les variations de quantités présumées, insuffisance résultant de la forte hausse des indices de révision de prix observée depuis la pandémie ;

Considérant que l'Administration examinera, sur la base d'une analyse technique et contractuelle complémentaire, si l'imputabilité des dégâts constatés au système de détection incendie peut être établie avec un degré de certitude suffisant à l'égard de

l'un ou l'autre des adjudicataires ayant réalisé les travaux de rénovation de l'éclairage et des faux-plafonds, en vue d'apprécier l'opportunité d'un recours à leur rencontre ;
Considérant que l'ensemble de ces éléments, exposés en réponse à la demande d'informations complémentaires du 10 juillet 2026, justifient le recours à l'article 249 de la Nouvelle loi communale pour les deux dossiers visés par la suspension ;

Décide :

- de prendre acte de l'arrêté ministériel de suspension du 24 juillet 2026 suspendant l'exécution de la délibération du Conseil communal du 30 juin 2026, en ce qui concerne les dossiers relatifs aux travaux de rénovation de l'éclairage de l'école H. Frick et à la mise en conformité du système de détection incendie de cette même école.
- De justifier et de maintenir, pour les motifs exposés ci-avant, la délibération du Conseil communal du 30 juin 2026 en ce qu'elle concerne le dossier d'approbation de l'avenant 1 du « marché d'entretien préventif et mise en conformité des systèmes de détection incendie pour l'année 2024 et reconductible tacitement trois fois ».
- de procéder à la notification de la présente auprès de l'autorité de Tutelle.

Goedkeuring van aanhangsel nr. 1 bij de "opdracht voor preventief onderhoud en in conformiteit brengen van branddetectiesystemen voor het jaar 2024, stilzwijgend driemaal verlengbaar" ; motivering van het besluit van de Gemeenteraad van 30 juni 2026 betreffende de toepassing van artikel 249, § 1, lid 2, van de Nieuwe Gemeentewet; akteneming en handhaving.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 249 ;

Gelet op het besluit van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid artikel 9, lid 1 ;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 30 juni 2026, waarbij deze kennis heeft genomen van en goedkeuring heeft verleend voor de uitgaven met betrekking tot vijf dossiers die worden behandeld overeenkomstig artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, waaronder de volgende twee dossiers :

- Driejarig Investeringsprogramma 2016-2018 – Driejarige Ontwikkelingsdotatie, Project nr. 3; School H. Frick : renovatiewerken aan de verlichting — goedkeuring van aanhangsel 1 (BOS-nr.: 70662) ;

- Opdracht voor preventief onderhoud en in conformiteit brengen van branddetectiesystemen voor het jaar 2024, stilzwijgend driemaal verlengbaar — goedkeuring van aanhangsel 1 (nr. BOS: 70706) ;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 juli 2026, waarbij de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Lokale besturen, de uitvoering van het bovengenoemde besluit van 30 juni 2026 opschort wat deze twee dossiers betreft ;

Gelet op de brief van Brussel Lokale Besturen van 27 juli 2026, waarin dit besluit aan de Gemeente wordt megedeeld en wordt herinnerd aan het verzoek om aanvullende informatie dat eerder, op 10 juli 2026, aan het College was gericht met betrekking tot de renovatiewerken aan de verlichting en het in conformiteit brengen van het branddetectiesysteem van de school H. Frick ;

Overwegende dat het schorsingsbesluit de Gemeenteraad verplicht de geschorste besluiten te motiveren of in te trekken, op straffe van nietigheid hiervan, waarbij de motivering binnen veertig dagen na ontvangst van het schorsingsbesluit aan de Regering moet worden toegezonden;

Overwegende dat de toezichthoudende overheid in de brief van 27 juli 2026 om

antwoorden op drie vragen verzoekt en dat er een antwoordbrief, gericht aan het Gewest en als bijlage bij dit besluit gevoegd, werd opgesteld om deze vragen te beantwoorden ;

Overwegende dat de opdracht "Driejarig investeringsprogramma 2016-2018 – Driejarige Ontwikkelingsdotatie, project nr. 3; School H. Frick : renovatiewerken aan de verlichting" bij besluit van het College van 21 december 2018 werd gegund aan WM Électricité SPRL, rue des Sources 4, 6220 Fleurus, voor een onderhandeld bedrag van 230.518,53 € (6 % incl. btw) (Bos-nr.: 35448), verhoogd tot 253.570,38 € incl. btw, rekening houdend met de reserve van 10 % voor prijsherzieningen en verwachte hoeveelheidswijzigingen ;

Overwegende dat deze opdracht pas op 17 maart 2025 van start is gegaan, hetzij meer dan zes jaar na de gunning ervan; dat deze vertraging te wijten is aan budgettaire en organisatorische redenen: de Gemeente moest wachten tot andere, reeds lopende bouwprojecten op het gemeentelijk grondgebied waren voltooid, met name de renovatie van de verlichting en de oude vleugel van het lyceum, die vertraging hadden opgelopen door onverwachte vondsten op de bouwplaats en door de Covid-19-pandemie ; aangezien deze bouwprojecten in november 2024 werden afgerond en er geen lokalen meer beschikbaar waren om de school tijdens de werkzaamheden te herhuisvesten, moest het gemeentebestuur een strategie voor gefaseerde uitvoering uitwerken, waarbij gebruik werd gemaakt van de opeenvolgende schoolvakanties, om de geleidelijke verhuizing van de verdiepingen mogelijk te maken terwijl de school in gebruik bleef ;

Overwegende dat de "opdracht voor preventief onderhoud en in conformiteit brengen van branddetectiesystemen voor het jaar 2024, stilzwijgend driemaal verlengbaar", met inbegrip van met name perceel nr. 19 betreffende de school H. Frick, bij besluit van het College van 21 december 2023 werd gegund aan Safe & Sound SRL, Horzelstraat 119 te 1180 Ukkel (Bos-nr.: 58986) ;

Overwegende dat de opdracht met betrekking tot de renovatie van de verlaagde plafonds van de school H. Frick bovendien bij besluit van het College van 17 december 2024 werd gegund aan Unic Concept, Mutsaardlaan 76-60 te 1020 Brussel (Bos-nr.: 64201) ;

Overwegende dat na afloop van de uitvoering van deze renovatiewerken aan de verlichting en de verlaagde plafonds, uitgevoerd door deze externe bedrijven, is gebleken dat de branddetectie-installatie van de school H. Frick buiten werking was geraakt; dat de bekabeling en een deel van de brandmelders tijdens deze werken beschadigd waren geraakt en dat de batterij van de brandmeldcentrale zelf ook buiten werking was geraakt, waardoor een volledige modernisering van de installatie noodzakelijk was om aan de geldende normen te voldoen ;

Overwegende dat, aangezien deze schade is ontstaan in het kader van werken die gelijktijdig door verschillende aannemers werden uitgevoerd aan onderling verweven onderdelen van het gebouw (bekabeling, verlaagde plafonds, verlichting), de exacte oorzaak ervan en de precieze toerekenbaarheid aan een van de opdrachtnemers in de huidige stand van zaken niet met zekerheid kan worden vastgesteld op basis van de gegevens waarover de administratie momenteel beschikt ;

Overwegende dat, in deze context en gezien de urgentie om de branddetectie-installatie weer in gebruik te nemen teneinde de veiligheid in het schoolgebouw te waarborgen, deze aanvullende werkzaamheden om technische redenen, met het oog op de compatibiliteit met de bestaande installatie en de verantwoordelijkheid met betrekking tot het branddetectiesysteem, werden toevertrouwd aan de onderneming Safe & Sound, die reeds opdrachtnemer was van de aanbesteding voor preventief onderhoud ; dat deze onderneming een offerte heeft ingediend voor een totaalbedrag van 30.250,97 € incl. btw (28.538,65 € excl. btw), goedgekeurd bij aanhangsel 1 bij besluit van het College van 27 mei 2026 (nr. Bos: 70706);

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave op het moment van het besluit nog niet

beschikbaar was in de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2026, aangezien deze nog niet was goedgekeurd, hetgeen rechtvaardigde dat gebruik werd gemaakt van artikel 249, § 1, lid 2, van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat de meerkosten van 30.234,37 € in verband met aanhangsel nr. 1 bij de opdracht voor de renovatie van de verlichting, die eveneens onder artikel 249 vallen, geen verband houden met de vastgestelde schade aan het branddetectiesysteem; dat deze voortvloeien uit het tekort aan de aanvankelijk voorziene reserve van 10 % voor prijsherzieningen en verwachte hoeveelheidswijzigingen, een tekort dat het gevolg is van de sterke stijging van de prijsherzieningsindexen sinds het uitbreken van de pandemie ;

Overwegende dat de administratie, op basis van een aanvullende technische en contractuele analyse, zal onderzoeken of de toerekenbaarheid van de vastgestelde schade aan het branddetectiesysteem met voldoende zekerheid kan worden vastgesteld ten aanzien van een van de opdrachtnemers die de renovatiewerken aan de verlichting en de verlaagde plafonds hebben uitgevoerd, teneinde te beoordelen of het wenselijk is een vordering tegen hen in te stellen ;

Overwegende dat al deze elementen, uiteengezet in antwoord op het verzoek om aanvullende informatie van 10 juli 2026, de toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet rechtvaardigen voor de twee dossiers waarop de schorsing betrekking heeft ;

Besluit:

- kennis te nemen van het ministerieel besluit tot schorsing van 24 juli 2026, waarbij de uitvoering van het besluit van de Gemeenteraad van 30 juni 2026 wordt geschorst, voor wat betreft de dossiers inzake de renovatie van de verlichting van de school H. Frick en het in conformiteit brengen van het branddetectiesysteem van diezelfde school.
- om de hierboven uiteengezette redenen, het besluit van de Gemeenteraad van 30 juni 2026 te motiveren en te handhaven voor wat betreft het dossier inzake de goedkeuring van aanhangsel 1 bij de "opdracht voor preventief onderhoud en in conformiteit brengen van branddetectiesystemen voor het jaar 2024, stilzwijgend driemaal verlengbaar".
- dit besluit ter kennis te brengen van de toezichthoudende overheid.

02.09.2026/A/0023

Convention de coordination en matière de propreté urbaine entre l'Agence régionale pour la Propreté et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode; Conseil communal du 24/09/25; revu de décision.

Le Conseil,

Vu qu'en date du 24/09/2025 le Conseil communal a décidé de souscrire aux engagement de la nouvelle Convention de coordination en matière de propreté urbaine entre l'Agence régionale pour la Propreté et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode en remplaçant la convention approuvée par le Conseil communal du 25/04/2016 et signée le 02/05/2016 relative au balayage et au nettoyage des voiries régionales, ainsi qu'au subside régional aux communes dans le cadre de la propreté publique entre l'Agence régionale pour la propreté et la Commune de Saint-Josse – ten-Noode;

Considérant que la Commune a transmis à l'Agence Bruxelles propreté cette convention signée sur base du modèle validé par le Gouvernement le 3 juillet 2025 ;

Considérant qu'en date du 12/08/26 la commune a été informée par courriel que le cabinet de tutelle n'a cependant pas procédé à la signature cette convention et que celle-ci n'est donc jamais entrée en vigueur;
Considérant qu' il a été décidé de conserver un modèle unique de convention - celui de 2016 déjà signé par toutes les communes ;
Considérant que le gouvernement bruxellois doit encore se prononcer sur l'approbation d'un nouveau modèle unique de convention à soumettre aux communes ;
Considérant que seul le modèle de convention de 2016 est actuellement en vigueur.

Décide :

- D'annuler la décision du Conseil communal du 24/09/25 ;
- De maintenir la décision du Conseil communal du 25/04/2016 :
 - de souscrire aux engagements figurant dans la convention ci-jointe;
 - de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Coördinatieovereenkomst inzake stedelijke netheid tussen het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node; Gemeenteraad van 24/09/25; herziening van het besluit.

De Raad,

Gelet op het feit dat de Gemeenteraad op 24/09/2025 heeft beslist om de verbintenissen aan te gaan die zijn opgenomen in de nieuwe Coördinatieovereenkomst inzake stedelijke netheid tussen het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, ter vervanging van de overeenkomst die op 25/04/2016 werd goedgekeurd en op 02/05/2016 ondertekend, betreffende het vegen en reinigen van gewestelijke wegen, alsook de gewestelijke subsidie aan de gemeenten in het kader van de openbare netheid tussen het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat de Gemeente deze ondertekende overeenkomst, opgesteld op basis van het model goedgekeurd door de Regering op 3 juli 2025, aan het Agentschap Net Brussel heeft toegezonden ;

Overwegende dat de gemeente op 12/08/26 per e-mail op de hoogte werd gesteld dat het toezichthoudende kabinet deze overeenkomst echter niet heeft ondertekend en dat deze bijgevolg nooit in werking is getreden;

Overwegende dat werd besloten om één enkel model van overeenkomst te behouden – namelijk dat van 2016, dat reeds door alle gemeenten is ondertekend ;

Overwegende dat de Brusselse regering zich nog moet uitspreken over de goedkeuring van een nieuw uniform model van overeenkomst dat aan de gemeenten moet worden voorgelegd ;

Overwegende dat momenteel enkel het model van de overeenkomst van 2016 van kracht is.

Beslist :

- Het besluit van de Gemeenteraad van 24/09/25 te annuleren ;
- Het besluit van de Gemeenteraad van 25/04/2016 te handhaven :
 - de verbintenissen opgenomen in de bijgevoegde overeenkomst aan te gaan ;
 - het College van burgemeester en schepenen te belasten met de uitvoering van dit besluit.

Département Sports; Fixation des conditions d'octroi de l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif - saison 2026-2027

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la décision du Conseil communal du 22 octobre 2025 relative aux conditions d'octroi de l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif pour la saison 2025-2026 ;

Vu le montant de 130.000,00 euros prévu au budget 2026 à l'article budgétaire 7642/331-01/ - / 22 pour l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif ;

Vu la nécessité de fixer des conditions d'octroi pour la nouvelle saison 2026-2027 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide:

- De fixer les conditions d'octroi pour l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif pour la saison 2026 - 2027, et ce pour les jeunes âgés de 4 ans au moment de la demande ou maximum 18 ans au 26 février 2027 et domiciliés dans la Commune de Saint-Josse-ten-Noode.
- D'octroyer une intervention communale à concurrence de 75% du prix de l'affiliation à un club de sports, avec un montant maximum de 260,00 euros pour chaque jeune dont les parents bénéficient de revenus correspondant aux conditions d'allocations d'études secondaires.
- D'octroyer une intervention communale à concurrence de 75% du prix de l'affiliation à un club de sports, avec un montant maximum de 200,00 euros pour chaque jeune dont les parents bénéficient de revenus supérieurs correspondant aux conditions d'allocations d'études secondaires .
- De limiter le dépôt des dossiers au Département Sports dans une période comprise entre le 30 octobre 2026 et le 26 février 2027 inclus.
- D'approuver chaque dossier à la condition que les documents repris ci-après accompagnent chaque demande :
 - ° la composition de ménage datant de moins de 3 mois
 - ° la preuve de paiement de l'affiliation au club
 - ° Une copie de l'avertissement extrait de rôle revenu de l'impôt 2024, exercice d'imposition 2025.

Ce document n'est pas à joindre à la demande de l'intervention communale si

- le montant de la cotisation au club est inférieur à 267,00 euros
 - le ménage bénéficie de revenus supérieurs aux conditions d'octroi d'allocations d'études secondaires et/ou ne souhaite pas remettre le document susmentionné. Dans ce cas, l'intervention communale sera limitée à un montant maximum de 200,00 euros
- De limiter l'intervention communale à un montant maximum de 200,00 euros au cas où le ménage ne peut fournir une copie de l'avertissement extrait de rôle.
- Considérant que l'octroi des chèques-sports requiert de tenir compte uniquement de la saison sportive de septembre 2026 à mai 2027, il y a lieu de réajuster le calcul pour les demandes de remboursement annuelle civile;
- D'autoriser l'intervention communale uniquement pour les enfants qui ont leur résidence principale sur le territoire communal.
- De maintenir le système de paiement direct sur le compte bancaire du représentant légal du jeune .
- L'intervention communale sera assurée jusqu'à l'épuisement intégral du montant disponible au budget soumis au Conseil communal et sera imputée à l'article 7642/331- 01/ - / 22 de l'exercice ordinaire 2026, et ce sous réserve de la décision

Sportdepartement; Vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de gemeentelijke tussenkomst bij de inschrijvingskosten van jongeren bij een sportvereniging - seizoen 2026-2027.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 22 oktober 2025 betreffende de toekenningsvoorwaarden voor de gemeentelijke tussenkomst bij de inschrijvingskosten van jongeren bij een sportvereniging voor het seizoen 2025-2026 ;

Gelet op het bedrag van 130.000,00 euro voorzien in de begroting 2025 op begrotingsartikel

7642/331-01/ - / 22 voor de gemeentelijke tussenkomst bij de inschrijvingskosten van jongeren bij een sportvereniging ;

Gelet op de noodzaak om toekenningsvoorwaarden vast te stellen voor het nieuwe seizoen 2026-2027 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist:

- De voorwaarden vast te leggen voor het toekennen van een gemeentelijke bijdrage in de inschrijvingskosten van jongeren in een sportclub voor het seizoen 2026-2027, en dit voor jongeren die 4 jaar oud zijn op het moment van de aanvraag of maximum 18 jaar op 26 februari 2027 en gedomicilieerd zijn in de Gemeente Sint-Joost-ten-Node.

- Om een gemeentelijke tussenkomst toe te kennen ten belope van 75% van het lidgeld voor een sportvereniging, met een maximumbedrag van 260,00 euro voor iedere jongere waarvan de ouders inkomens genieten die overeenstemmen met de voorwaarden voor studiebeurzen voor het secundair onderwijs .

- Om een gemeentelijke tussenkomst toe te kennen ten belope van 75% van het lidgeld voor een sportvereniging, met een maximumbedrag van 200,00 euro voor iedere jongere waarvan de ouders inkomens genieten die hoger dan de overeenstemmen met de voorwaarden voor studiebeurzen voor het secundair onderwijs .

- Om de indiening van dossiers bij het Departement Sport te beperken tot de periode van 30 oktober 2026 tot en met 26 februari 2027.

- Om elk dossier goed te keuren op voorwaarde dat de hieronder vermelde documenten bij iedere aanvraag worden gevoegd:

- ° de gezinssamenstelling van minder dan 3 maanden geleden

- ° het betalingsbewijs van aansluiting bij de vereniging

- ° Een kopie van het aanslagbiljet inkomsten 2024, aanslagjaar 2025

Dit document moet niet bij de aanvraag tot gemeentelijke tussenkomst worden gevoegd indien

- Het bedrag voor de aansluiting bij de vereniging lager ligt dan 267,00 euro.

- Het gezin inkomsten geniet die hoger liggen dan de toekenningsvoorwaarden voor studiebeurzen voor het secundair onderwijs en/of het voornoemde aanslagbiljet niet wenst in te dienen. In dat geval zal de gemeentelijke tussenkomst worden beperkt tot een maximumbedrag van 200,00 euro.

- De gemeentelijke bijdrage te beperken tot maximaal 200,00 euros indien het gezin geen kopie van het aanslagbiljet kan voorleggen.

- Overwegende dat de toekenning van sportcheques uitsluitend rekening moet houden met het sportseizoen van september 2026 tot mei 2027, is het nodig de berekening voor de aanvragen van de jaarlijkse terugbetaling aan te passen.

- Om de gemeentelijke tussenkomst alleen toe te staan voor kinderen die hun hoofdverblijfplaats op het gemeentelijk grondgebied hebben.

- Om het systeem te handhaven van rechtstreekse betaling op de bankrekening van de wettelijke verantwoordelijke van de jongere.

- De gemeentelijke interventie zal worden gegarandeerd tot de volledige uitputting

van het beschikbare bedrag in de begroting die aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd en zal worden geboekt op artikel 7642/331-01/ - / 22 van de gewone begroting 2026, onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid met betrekking tot dit besluit.

02.09.2026/A/0025 **Nederlandstalig Onderwijs; Gemeentelijke Basisschool Sint-Joost-aan-Zee; Arbeidsreglement.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglement;
Gelet op de wet van 18 december 2002 tot wijziging van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen;
Gelet op het decreet van 27 maart 1991 en latere wijzigingen betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerde onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;
Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 en latere wijzigingen;
Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de relaties tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;
Gelet op de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het Gemeentedecreet van 15 juli 2005, artikelen 42 en 43;
Gelet op het protocol van 1 juni 2026 van het vakbondsoverleg op het niveau van de scholengemeenschap;
Gelet op het model van arbeidsreglement van OVSG;
Overwegende dat een goede schoolorganisatie steunt op duidelijke afspraken tussen het personeel van het schoolbestuur;
Overwegende dat alle personen die onder gezag arbeid verrichten in het gemeentelijk onderwijs moeten worden geïnformeerd over de voorwaarden die op hun arbeidsverhouding van toepassing zijn;
Overwegende dat het decreet rechtspositie en het decreet basisonderwijs voldoende ruimte laten om lokaal en autonoom concrete afspraken te maken rond rechten en plichten van het personeel en het schoolbestuur;
Overwegende dat als school de Gemeentelijke Basisschool Sint-Joost-aan-Zee er zelf één moet hebben;

Beslist :

Artikel 1 : Het bestaande arbeidsreglement voor de personen die onder gezag arbeid verrichten in de Gemeentelijke Basisschool Sint- Joost-aan-Zee, Grensstraat 67 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, op te heffen.

Artikel 2 : Het herwerkte arbeidsreglement voor de personen die onder het gezag arbeid verrichten in de Gemeentelijke Basisschool Sint-Joost-aan-Zee, Grensstraat 67 te 1210 Sint-Joost-ten-Node goed te keuren..

Artikel 3 : Een afschrift van dit besluit en van het herwerkte arbeidsreglement ter kennisgeving te bezorgen aan de personen die onder gezag arbeid verrichten in de Gemeentelijke Basisschool Sint-Joost-ten-Node, Grensstraat 67 te 1210 Sint-Joost-ten-Node.

Artikel 4 : Een afschrift van dit besluit ter kennisgeving te bezorgen aan de Directie, Toezicht op de Sociale Wetten.

De Gemeenteraad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 119;
Gelet het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997;
Gelet de Omzendbrief BaO/2001/10 van 10 augustus 2001 betreffende de toelatingsvoorwaarden voor leerlingen in het gewoon basisonderwijs;
Gelet de Omzendbrief BaO/2007/05 van 22 juni 2002 betreffende kostenbeheersing in het basisonderwijs;
Gelet de Omzendbrief BaO/2012/01 van 5 juni 2012 betreffende inschrijvingsrecht en aanmeldingsprocedures in het basisonderwijs;
Gelet de Omzendbrief BAO/2020/03 van 12 november 2020 betreffende de organisatie van het schooljaar in het gewoon en buitengewoon basisonderwijs;
Gelet op het overleg in de schoolraad van 9 oktober 2025;
Overwegende dat een schoolbestuur voor elk van zijn basisscholen een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders en de leerlingen regelt;
Overwegende dat het huidig schoolreglement gewoon basisonderwijs (inclusief de infobrochure) goedgekeurd op 2 oktober 2017, aan actualisatie toe is;
Overwegende dat meer specifieke afspraken door het college van burgemeester en schepenen, na overleg in de schoolraad, worden opgenomen in de infobrochure;
Gelet op het model van schoolreglement van het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap;

Besluit :

Artikel 1 : Het bestaande schoolreglement gewoon basisonderwijs met inbegrip van de infobrochure, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 2 oktober 2017 wordt opgeheven.

Artikel 2 : Het hierbij gevoegde schoolreglement wordt goedgekeurd.

Artikel 3 : De meer specifieke regels en afspraken worden door het college van burgemeester en schepenen opgenomen in de infobrochure.

Artikel 4 : Het schoolreglement gewoon basisonderwijs en de infobrochure wordt bij elke inschrijving van een leerling en nadien bij elke wijziging, ter beschikking gesteld (op papier of via een elektronische drager) aan de ouders, die ondertekenen voor akkoord.

Le Conseil Communal,

Vu les articles 117 et 135 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la demande de prêt introduite par M. Julien Foucart, conservateur du Musée des Beaux-Arts de Tournai, Enclos Saint-Martin 3, 7500 Tournai ;

Considérant que le demandeur souhaite présenter ce prêt dans l'exposition *Manet. Jamais vu Manet*, qui se tiendra du 12.12.2026 au 13.06.2027 au Musée des Beaux-Arts de Tournai;

Considérant que l'emprunteur le Musée des Beaux-Arts de Tournai s'engage à prendre en charge tous les frais liés à l'assurance de la pièce prêtée, au transport spécialisé d'œuvres d'art ainsi qu'aux éventuels frais de reproduction ;

Considérant que le demandeur s'engage à exposer les pièces prêtées dans le respect des normes climatiques, d'éclairage et de sécurité en vigueur ;

Décide :

• d'approuver la convention de prêt relative à la peinture à l'huile sur toile *Auguste Oleffe, Juillet à Nieupoort, 1904*, n° d'inventaire I-300-1996, sollicitée par le Musée des Beaux-Arts de Tournai dans le cadre de l'exposition *Manet. Jamais vu Manet*, prévue du 12 décembre 2026 au 13 juin 2027; • d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Échevins à signer tous les documents s'y rapportant.

Charliermuseum : bruikleenaanvraag door het Museum voor Schone Kunsten te Doornik van het schilderij *Juillet à Nieupoort* van A. Oleffe, tentoonstelling gepland tussen 12.12.2026 en 13.06.2027

De Gemeenteraad,

Gezien de artikelen 117 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de bruikleenaanvraag door Dhr. Julien Foucart, conservator van het Museum voor Schone Kunsten te Doornik, Enclos Saint-Martin 3, 7500 Doornik,

Overwegende dat de bruikleenvrager de bruiklenen wil tonen in de worden in de tentoonstelling *Manet. Jamais vu Manet* die zal plaatsvinden in het Museum voor Schone Kunsten te Doornik van 12 december 2026 tot en met 13 juni 2027;

Rekeninghoudende dat een bruikleendocument werd opgesteld voor het collectiestuk *Auguste Oleffe, Juillet à Nieupoort, olieverf op doek, 150 cm h x 175 cm b, 1904*, inventarisnummer I-300-1996;

Overwegende dat de bruikleenvrager het Museum voor Schone Kunsten te Doornik zich ertoe verbindt alle kosten te dragen verbonden aan het verzekeren van de bruikleenstukken, aan het gespecialiseerd kunstvervoer en mogelijke reproductiekosten;

Overwegende dat de bruikleenvrager zich ertoe verbindt de bruikleenstukken tentoon te stellen aan de gangbare klimatologische en belichtingsnormen en veiligheidsvereisten;

Beslist,

- de bruikleenovereenkomst goed te keuren van het olieverfschilderij op doek *Auguste Oleffe, Juillet à Nieupoort, 1904*, inv.nr. I-300-1996 gevraagd door het Museum van Schone Kunsten te Doornik voor de tentoonstelling *Manet. Jamais vu Manet* gepland tussen 12.12.2026 en 13.06.2027;
- het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen alle documenten die hierop betrekking hebben te ondertekenen.

02.09.2026/A/0028 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions versées au dossier.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1^oa van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de gevoegde beslissingen.

02.09.2026/A/0029 **Décisions relatives à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission des dépenses.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance des décisions ci-après et décide d'approuver les dépenses :

#014/22.06.2026/B/0086# - Travaux urgents de réparation de la corniche et de remplacement de la coupole de la maison de la famille ; Approbation de l'attribution et des conditions - Application des articles 234§3 et 249.

#014/22.06.2026/B/0087# - Parking Scailquin - fourniture et placement d'extincteurs, remise en état de dévidoirs et maintenance des moyens de lutte ; Approbation des conditions et de l'attribution ; Application des articles 234§3 et 249 de la Nouvelle loi communale.

#014/28.07.2026/B/0077# - Nouvelle École: Travaux urgents de rénovation de la toiture de la salle de sport G.Cudell ; Approbation des conditions et du mode de passation - Application de l'article 234 §3 et 249§1 al.2 de la Nouvelle loi communale.

#014/28.07.2026/B/0097# - Mise en conformité de la cabine haute tension du bâtiment communal sis Avenue de l'Astronomie 12 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ; Approbation des conditions et de l'attribution – Application des articles 234 §3 et 249 §1er alinéa 2 de la Nouvelle loi communale.

Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet; kennisname en goedkeuring van de uitgaven.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt de uitgaven ervan goed :

#014/22.06.2026/B/0086# - Dringende herstellingswerken aan de kroonlijst en vervanging van de koepel van de gezinswoning; goedkeuring van de gunning en de voorwaarden - toepassing van artikels 234§3 en 249.

#014/22.06.2026/B/0087# - Parking Scailquin - levering en installatie van brandblussers, reparatie van brandslanghaspels en onderhoud van brandbestrijdingsapparatuur; goedkeuring van voorwaarden en toewijzing; toepassing van artikels 234§3 en 249 van de nieuwe gemeentewet.

#014/28.07.2026/B/0077# - Nieuwe School: dringende renovatiewerken aan het dak van de sportzaal G. Cudell; goedkeuring van de voorwaarden en de wijze van gunning – toepassing van artikel 234, §3 en 249, §1, tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/28.07.2026/B/0097# - Conform maken van de hoogspanningscabine van het gemeentegebouw gelegen aan de Sterrenkundelaan 12 te 1210 Sint-Joost-ten-Node; Goedkeuring van de gunning en van de voorwaarden; Toepassing van artikel 249, § 1, tweede lid, en artikel 234, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

02.09.2026/A/0030 **Les nuisances liées à la consommation d'alcool dans l'espace public et leurs impacts sur les riverains ; Interpellation introduite par M. AKKAS Halit, Conseiller communal PS.- report du 24/06/2026- report du 30/06/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Halit AKKAS sur les nuisances liées à la consommation d.pdf

02.09.2026/A/0031 **Suivi du projet de plan climat 2027-32 ; Interpellation introduite par M. HUYGHE Filip, Conseiller communal Ecolo / Groen.**

3 annexes / 3 bijlagen

Proposition PC 27-31.pdf, Interpellation Plan climat M. Huyghe.pdf, Plan climat 30_03.pdf

02.09.2026/A/0032 **L'eau à St-Josse ; Interpellation introduite par M. HUYGHE Filip, Conseiller communal Ecolo / Groen.**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation Eau M. Huyghe.pdf